

Les Coopératives Agricoles

DE PRODUCTION & DE VENTE

en Grèce

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Mardi 9 Juin 1931, à 14 heures

PAR

C. PERTOUNTZI

Président : M. W. OUALID, Professeur.

Suffragants { MM. PIROU, Professeur.
Roger PICARD, Professeur.

ÉDITIONS ET PUBLICATIONS
CONTEMPORAINES — PIERRE BOSSUET
47. RUE DE LA GAITÉ — PARIS — 14^e

1931

Les Coopératives Agricoles

de production et de vente

en Grèce

Les Coopératives Agricoles

DE PRODUCTION & DE VENTE

en Grèce

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Mardi 9 Juin 1931, à 14 heures

PAR

C. PERTOUNTZI

Président : M. W. OUALID, Professeur.

Suffragants { MM. PIROU, Professeur.
Roger PICARD, Professeur.

ÉDITIONS ET PUBLICATIONS
CONTEMPORAINES - PIERRE BOSSUET
47. RUE DE LA GAITÉ — PARIS — 14^e

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



MONNAIE — POIDS — MESURES

- 1 Drachme = 0,32 centimes (après la stabilisation)
 - 1 Stremme = 1/10 de l'hectare
 - 1 Ocque = 1280 grammes
 - 1 Livre vénitienne = 480 grammes.
-

AVANT-PROPOS

Par la crise qui sévit actuellement tout le monde reconnaît que la bonne situation de l'agriculture dépend à moindre degré des progrès techniques à réaliser par les agriculteurs dans l'emploi des machines, des engrais, des semences sélectionnées et des méthodes culturales que du développement des méthodes d'exploitation, d'approvisionnement et de vente collective, réalisée à l'aide des coopératives agricoles. C'est vers ces organismes que l'attention de tout le monde est tournée. En Grèce aussi depuis quelques années c'est à elles qu'on s'adresse. Nous avons voulu dans cette étude donner une idée des premiers pas de ces organismes dans notre pays. Des difficultés matérielles de documentation nous ont empêché de nous acquitter de la façon dont nous aurions voulu et nous ont obligé de suivre dans l'exposé de leur activité, tantôt le système de monographies, tantôt celui de renseignements globaux.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551829_0058

INTRODUCTION

Les Crises Agricoles et le Remède Coopératif

Depuis longtemps, on a constaté dans l'agriculture de nombreuses crises ; on pourrait même dire qu'elle n'en est qu'un perpétuel état.

Elles sont surtout déterminées par les bonnes ou les mauvaises récoltes. Avant le *xix^e* siècle, l'imperfection des communications et les multiples interdictions et barrières douanières aggravaient le phénomène. Une mauvaise récolte amenait la disette et la famine ; une bonne ne servait à rien. On pouvait assister à cet étrange spectacle d'une province ravagée par la famine à côté d'une autre malheureuse par sa surproduction.

Depuis l'abolition des barrières douanières et le perfectionnement des communications, on pourrait penser que c'en était fini avec les crises, que ce mal ne devait plus exister. Mais ce changement en avait, tout justement, déterminé une forme nouvelle de façon que, pendant les dernières décades du *xix^e* siècle, on avait assisté à une crise agricole aiguë s'étendant

sur tout le continent européen. Il avait en effet facilité la concurrence des produits des pays neufs (1), dont le coût de production était peu élevé du fait que de grandes surfaces de terres fertiles étaient mises à l'exploitation et que les conditions de la main-d'œuvre et de la culture étaient différentes. Par l'introduction de la vapeur les distances s'étaient amoindries, et le frêt s'abaissa tellement, que le blé des Etats-Unis put arriver sur les marchés européens sans se grever de grands frais. Plus tard, par la découverte de moyens frigorifiques et d'autres moyens de conservation, des produits considérés comme ne pouvant résister à des transports même de courte durée, tels que les fruits et les primeurs, les beurres et les œufs purent gagner des marchés situés à l'autre bout du monde.

Parer à ces crises n'était pas facile. On a tâché d'y arriver par deux moyens :

1° En restreignant les superficies cultivées ou en en changeant la culture.

2° En éliminant les produits étrangers par la protection de la production indigène. Le premier était l'adoption de la division du travail entre nations en matière d'agriculture, mais il présentait beaucoup de difficultés pour sa réalisation. « Ce
« n'est pas une chose facile de passer d'une culture à l'autre,
« parce qu'en dehors des conditions du sol et du climat sur
« lesquelles l'homme a une faible influence, il y a toujours
« un capital important engagé au sol d'une façon perma-

(1) Pendant ces mêmes périodes des crises agricoles ont été provoquées par des maladies des plantes, telle que la crise phylloxérique, etc...

« nente, chose qui ne permet pas à l'agriculteur de transformer rapidement la forme de son exploitation (2) ».

On a cependant l'exemple de deux pays qui ont suivi ce procédé. L'Angleterre et le Danemark. Par contre en France et dans d'autres pays on préconisa le second. On chercha à éliminer les produits étrangers par le protectionnisme et en même temps à abaisser le coût par unité de la production indigène. On y arriva en augmentant le rendement par une culture scientifique, intensive, par l'emploi d'engrais chimiques, de machines, de semences sélectionnées, etc... Les résultats ont paru, au commencement, justifier les pays qui ont adopté le second moyen. Des esprits cependant avisés avaient en France, dès ce temps-là, prévu qu'on ne remédiait pas au mal, mais qu'on le reportait (3) car, comme on n'a pas envisagé parallèlement le développement des débouchés on allait se trouver devant une autre forme de crise, devant une surproduction nationale.

Dans l'après-guerre à cause de la politique pratiquée par tous les pays, de leurs efforts pour se suffire économiquement et des mesures prises en faveur de l'agriculture et de la repopulation des campagnes, cette surproduction a été accentuée. Ses résultats sont d'autant plus graves que les prix des produits agricoles n'ont pas suivi avec la même allure le mouvement ascensionnel des prix des autres objets de consommation

(2) Mémoire communiqué par J. GAUTHIER D. AND HERMES et M. H. LINDSAY, membres de la sous-Commission des questions agricoles du Comité préparatoire de la Conférence économique internationale. Genève, 1927.

(3) Voir Souchon. Les cartels de l'agriculture en Allemagne, p. 3. ZOLLA : La crise agricole, p. 23.

et des frais d'exploitation. L'indice général des prix des produits agricoles était en 1925-26 en comparaison avec 1914 à 129,8 tandis que l'indice des dépenses d'exploitation était à 143,5 et celui de la consommation à 175,9 (4), et en 1927-28 il était à 135,5, tandis qu'il était à 149 pour les frais d'exploitation et à 170 pour les dépenses de consommation domestique. Dans de telles conditions les capitaux investis dans l'agriculture ont un faible rendement et dans très peu de pays l'agriculture est prospère.

Depuis 1928 on assiste à de fortes baisses des prix de tous les produits agricoles. Le caractère de cette nouvelle crise, qui la différencie des précédentes est sa généralité. En effet, avant et pendant le xix^e siècle les crises agricoles affectaient une région ou un pays ; la plus grave, celle de 1880, n'a pas dépassé le continent européen, tandis qu'actuellement ce sont les plaintes des producteurs du monde entier qui se font entendre.

L'agriculture grecque n'a pas échappé à la crise. Bien au contraire, des caractères tout particuliers à notre pays tels que la répartition des cultures et la répartition de la propriété foncière ont aggravé le phénomène.

En effet en Grèce, malgré que les conditions climatiques, la consistance des terres, le régime des eaux présentent de grandes diversités qui permettent une variété des cultures, depuis celles des pays chauds voire même tropicaux, jusqu'à celles qui prospèrent dans le Nord de l'Europe, il y a des régions où certains produits sont cultivés presque exclusivement, telles que le Péloponèse (nord-ouest) avec le raisin sec,

(4) Voir le mémoire communiqué à la Société des Nations par GAUTHIER, HERMES et LINDSAY, pp. 6 et 7.

la Macédoine orientale et la Trace avec le tabac, la Thessalie avec le blé, la Région du Pelion, les îles de Corfou et de Mytilène avec l'olivier, la Messénie avec les figues, la Boétie avec le coton, etc... Une grande partie donc des producteurs ont à subir tous les inconvénients de la monoculture. Si par conséquent une crise se déclanche, si leurs prix baissent ou en général subissent des fluctuations sur le marché mondial, les cultivateurs s'en ressentent vivement et leur économie se trouve gravement atteinte. Cet inconvénient devient plus grave si l'on tient compte que les plus importants de ces produits (raisin sec et tabac) ne sont pas des produits de première nécessité et qu'ils sont destinés en grande partie à l'exportation. Leur consommation est donc plus facilement soumise à des fluctuations et leurs prix pâttissent de la concurrence étrangère tandis que les mesures de protection sont difficilement efficaces pour eux.

La répartition aussi de la propriété foncière doit être considérée comme une cause aggravante, pas en elle-même, mais à cause de la situation actuellement précaire des petits propriétaires, qui, nouvellement établis et sur des lots le plus souvent exigüs, ne sont pas encore parfaitement fournis en outillage et capitaux pour pouvoir présenter une grande résistance aux crises.

Pendant la crise actuelle, on a constaté que les produits agricoles grecs ont subi entre 1928 et 1929 des baisses fortes, allant jusqu'à 9 % pour le raisin sec, 13 % pour le tabac, 18 % pour l'huile, 14 % pour les olives de table, 34 % pour le moût, 15 % pour le vin, 23 % pour les figues, 43 % pour les cocons du ver à soie, 25 % pour les légumes secs (5). De telles

(5) EVELPIDIS, La crise agricole, p. 11.

baisses combinées avec des frais d'exploitation élevés mènent au résultat que l'agriculteur ne retrouve pas dans son prix de vente même ses frais d'exploitation. Nous tirons de ce même ouvrage le tableau suivant qui le démontre clairement.

ESPÈCES DE CULTURE	Frais		RECETTES				Différences
	d'exploita- tion	Production par stremme		Prix			
Blé	467	70	×	6,40	=	448	— 19
Avoine	415	108	×	1,85	=	200	— 215
Orge	415	120	×	1,85	=	222	— 193
Maïs	367	100	×	3	=	300	— 67
Tabac	3200	60	×	40	=	2400	— 600
Raisin	1280	400	×	2,5	=	1.000	— 280
Huile	1810	108	×	12	=	1296	— 514
Sériciculture	3430	75	×	60	=	4500	— 930
Vin (moût)	1160	380	×	5	=	1900	+ 740
Coton	885	100	×	11	=	1100	+ 215
Pâturage	220	250	×	1	=	250	+ 30

(Ces données sont calculées sur les principales régions productrices de chaque espèce.)

Le malaise de l'agriculture a, en Grèce, un contre-coup sur toute l'économie nationale, car elle est, comme nous le verrons, un pays essentiellement agricole, tant par la proportion de sa population rurale que par la valeur de sa production agricole relativement à sa production industrielle.

La conséquence, du moins la plus importante, des crises agricoles est l'abaissement du niveau de vie des paysans, c'est la misère à la campagne avec tous les maux qui s'en suivent et surtout avec l'exode des ruraux vers la ville. Il est vrai que c'est là un phénomène que l'on rencontre depuis l'antiquité, mais il n'est pas moins vrai que de nos jours il a pris des proportions inquiétantes.

Dans tous les pays, estimant la gravité de la question on a tenté par diverses mesures de donner une vie nouvelle aux populations rurales ; en dehors de la protection douanière qui a été renforcée on a accordé des facilités pour permettre l'accession des paysans à la propriété, des encouragements pour obtenir une augmentation du rendement par la culture des terres d'après les procédés techniques nouveaux, on a organisé le crédit agricole, on a tâché de diminuer les frais de transport, de faciliter le placement de la production par des mesures consistant soit à l'abolition des droits à l'exportation soit à l'obligation des usiniers d'employer un certain contingent de la production indigène, soit et surtout, à l'entente entre Etats produisant le même produit. Mais toutes ces mesures ne peuvent avoir pleine efficacité si elles ne sont accompagnées d'une organisation des producteurs agricoles. C'est seulement par les efforts concentrés des agriculteurs que l'on pourra produire mieux et meilleur marché, trouver des débouchés plus rémunérateurs pour les produits. Cette vérité a été vite comprise et dès la fin du xix^e siècle tout le monde a poussé les agriculteurs vers le mouvement coopératiste. Le paysan à cause de la nature de ses occupations et du système du travail aux champs était resté longtemps le grand individualiste, réfractaire à tout mouvement de coopération. Mais il ne pouvait pas en être toujours ainsi. Le malaise provoqué

par les crises agricoles lui a fait reconnaître comme à tous ceux qui se sont occupés de la question agraire que l'association est le seul remède efficace pour éliminer la misère des campagnes et il y a adhéré (6). La coopération s'est répandue parmi les agriculteurs de tous les pays et elle a évolué selon le milieu, les moyens, les inventions, les mœurs, les conditions du travail, les besoins qu'elle a dû satisfaire, chacune de ses forces réagissant sur les autres pour la transformer.

La coopération agricole n'a pas pour but, certainement, de changer les bases de la société, comme c'est le rêve de l'Ecole coopératiste. Elle se meut dans le cadre du système capitaliste et de la libre concurrence, dans le but de faciliter la satisfaction des besoins des petits cultivateurs, qui peuvent être mieux assurés par l'action collective, que par l'action isolée. Cela ne veut pas dire que la coopération agricole n'a pas des buts intellectuels et moraux. Bien au contraire dans la pensée de ses promoteurs, c'était un moyen d'éducation sociale et morale des ruraux et cela paraît complètement, dans plusieurs traits caractéristiques des coopératives agricoles tels que la gestion des affaires de la société par les associés eux-mêmes, la forte solidarité qui lie les membres, la gratuité de l'administration, le mode de répartition des bénéfices, etc...

(6) Il est vrai qu'on rencontre de tout temps des associations parmi les agriculteurs, mais c'étaient, soit des communautés de famille pour la culture du sol tel que la Zadruga en Serbie, l'Obshchina en Russie, la Markgenossenschaft en Allemagne, soit des associations, pour une espèce seule de production telles que les fruitières en France, soit encore des groupements peu nombreux, nécessités par les besoins de certaines régions (irrigation, drainage, etc.).

Ce mouvement est dû pour la plupart à l'initiative privée. Beaucoup d'associations ont été fondées, soit sur l'initiative des personnes avisées qui mettaient leur activité au service du bien public, soit par les intéressés eux-mêmes qui, poussés par le besoin, trouvaient dans l'association seule, le moyen de parer à toutes leurs calamités. Cependant il ne faut pas oublier le rôle que l'Etat a joué dans le mouvement coopératif agricole, lui servant en même temps de frein et d'appui. Par ses fonctionnaires il a aidé la propagation du mouvement, il a guidé les premiers pas des associations, ou les a contrôlées ; par l'institution d'encouragements divers ou exemptions d'impôts et surtout par les fonds qu'il a mis à leur disposition par l'organisation du crédit agricole, il a contribué prodigieusement au développement de la coopération en agriculture.

La coopération agricole prit différentes formes ; ce furent d'abord les coopératives d'achat en commun, et les Caisses de crédit qui eurent un développement magnifique. Par elles on a pu faciliter la diffusion des progrès de la science et achever l'« industrialisation » de l'agriculture. Mais le fait seul de produire beaucoup, n'améliore pas la situation du paysan, il faut lui assurer l'écoulement facile et profitable de ses produits et parfaire « la commercialisation » de l'agriculture. Ce besoin a été proclamé par plusieurs autorités en économie ou en agriculture. On pourrait citer d'innombrables passages. Il l'a été aussi ces dernières années, par de nombreux congrès agricoles nationaux ou internationaux.

L'écoulement facile des produits est un besoin beaucoup plus grand chez l'agriculteur que chez l'industriel. En effet, l'industriel a la possibilité de stocker sa production, jusqu'au moment favorable du marché, au contraire l'agriculteur n'a

pas cette faculté. La plupart de ses produits étant périssables. L'organisation commerciale est donc indispensable dans la presque totalité des cas. « Elle doit accomplir un grand nombre des fonctions essentielles : concentrer « les produits au « lieu de production, les distribuer dans les centres où ils sont « demandés, provoquer la demande, pourvoir à la classification et à la standardisation des marchandises, à leur emballage et à certaines manipulations nécessaires, les conserver « et éventuellement les distribuer dans le temps autant que « possible, veiller aux opérations de transport et de magasinage, supporter le risque de tout le mécanisme et trouver « les capitaux nécessaires pour que ce dernier puisse fonctionner. » (7)

Tout ce travail ne doit pas être laissé aux sociétés capitalistes, qui aussi désintéressées et justes qu'elles soient ne peuvent qu'exercer une oppression sur les agriculteurs, égale d'ailleurs à celle exercée sur les consommateurs. L'illustration en est donnée par l'exemple des élévateurs américains. C'est par les coopératives de vente (8) que l'écoulement de la Production agricole doit être fait et leur existence est un besoin impérieux pour l'agriculture.

Ce sera leur but de lui assurer des débouchés et de régula-

(7) Les questions agricoles au point de vue international, p. 583.

(8) Note 1. Nous englobons sous le nom de coopératives de vente celles de transformations (appelées en Grèce coopératives de production) parce que ces dernières s'occupent presque toujours de la vente de produits transformés de même que celles de vente font toujours subir quelques manipulations, parfois même des transformations à leurs produits. On ne saurait établir une ligne de démarcation entre elles.

riser l'offre et la demande. Malgré l'évidence du besoin les détracteurs de cette organisation salubre n'ont pas manqué. On a fait sur elles en exagérant les difficultés qu'elles vont rencontrer, des prévisions qui ne pourraient que décourager bon nombre d'agriculteurs. Mais l'augmentation continuelle de leur nombre, le bon fonctionnement de la plupart d'entre elles, sont le meilleur argument pour vaincre les hésitations. Cependant il ne faut pas croire que la coopération est la panacée pour guérir et prévenir tous les maux, et surtout, ne pas croire que dès que l'on s'est constitué en coopérative, on va arriver sans effort à la prospérité.

Nous allons exposer dans le chapitre suivant quels efforts doivent faire, contre quelles difficultés elles auront à lutter et par quels moyens les coopératives de production et de vente peuvent procurer des avantages aux agriculteurs et quels sont ces avantages.

CHAPITRE PREMIER

DIFFICULTÉS ET AVANTAGES DES COOPÉRATIVES DE PRODUCTION ET DE VENTE

Comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre, depuis assez longtemps déjà a été démontrée la nécessité qui existe pour le paysan de s'associer en vue de la transformation et de la vente de ses produits ; l'emploi des machines, des engrais, des semences sélectionnées ne lui serviront à rien s'il n'est assuré de pouvoir vendre facilement ses produits et de leur donner des débouchés rémunérateurs. A cause de l'offre surabondante provoquée par les causes que nous avons exposées précédemment pour qu'un produit s'écoule dans des conditions profitables, il faut :

1° Que ce produit soit d'une qualité supérieure et d'une présentation impeccable.

2° Que son possesseur connaisse parfaitement l'état des marchés.

Le premier, c'est l'œuvre des coopératives de transformation, le second des coopératives de vente. La bonne qualité est certes le résultat d'une culture soignée et scientifique, mais comme dans la plupart des cas les produits agricoles ont besoin des préparations et des transformations, la façon dont

ces opérations seraient faites à une influence importante sur la qualité.

Lorsque le paysan transforme lui-même ses produits, il opère avec des moyens primitifs et n'arrive pas malgré tous les soins et toute la bonne volonté qu'il y met à leur donner la qualité, l'uniformité, l'homogénéité exigée par le consommateur. Et c'est un fait que, dans l'après-guerre, ce dernier n'est plus si facile à satisfaire et que la consommation des produits de qualité supérieure a été augmentée, tandis que les qualités inférieures, qui pourtant faisaient autrefois la nourriture de la masse, ne trouvent que difficilement preneurs. Les progrès du machinisme en agriculture ont rendu possible toute amélioration, aussi bien au point de vue de la quantité que de la qualité. Mais pour obtenir ce produit optimum, le cultivateur serait obligé de posséder un outillage très coûteux, chose qui n'est pas possible ou qui n'est pas économiquement avantageuse, pour un paysan isolé, surtout lorsque celui-ci est un petit ou un moyen propriétaire. Avec la coopérative le plus petit producteur a à sa disposition un outillage perfectionné. C'est surtout dans les opérations de fabrication du beurre, de l'huile, du vin et dans quelques autres encore que le besoin s'en fait le plus sentir.

Le petit vigneron qui récolte peu de raisin ne peut pas avoir une installation parfaite, il presse son vin avec des moyens primitifs, foule parfois les grappes avec ses pieds, le loge mal, mêle souvent les cuvées et, malgré un gros travail, obtient un vin de qualité médiocre exposé à tourner, à se casser, à se piquer et à subir mille autres accidents. Il arrive encore que n'ayant pas suffisamment de foudres, il est obligé en cas de bonne récolte de vendre son vin dès la vendange à n'importe quel prix souvent sans retrouver ses frais de production.

Dans une cave coopérative au contraire, l'emploi de tous les moyens scientifiques est possible. La perfection du pressage, fait mécaniquement, donne un rendement supérieur (dans le Midi de la France par exemple on compte d'ordinaire une plus-value quantitative de 10 à 20 %). La stérilisation, l'ensemencement avec des levains actifs, le remontage, la conservation se font selon les prescriptions de la science. La fermentation se fait vite et le vin obtenu est d'un goût supérieur et ne craint aucun des dangers qui le guettent dans le cas de longue fermentation. Les constructions et l'outillage nécessaires y sont beaucoup moins onéreux par hectolitre de vin produit que dans les caves particulières. On a en plus une économie résultant de la diminution de la main-d'œuvre et de l'utilisation complète des résidus, avantages qui ne sont pas insignifiants. Ainsi selon les renseignements fournis par M. Tardy dans son étude sur la coopération vinicole en France, avec une moyenne de 3 à 5 francs par hectolitre on a, dans le Midi de la France, la main-d'œuvre temporaire, les produits œnologiques et la force motrice. La dépense totale est calculée par le même auteur à 12 ou 15 francs par hectolitre et répartie ainsi 3 à 5 francs en frais de vinification, 1 à 2 pour frais généraux, 8 pour amortissement.

Les coopératives de beurrerie présentent les mêmes avantages. Il est vrai que la vente du lait en nature est beaucoup plus avantageuse, mais elle ne peut se pratiquer par le producteur que dans le voisinage immédiat des centres populeux, partout ailleurs on est obligé de le transformer en beurre ou en fromage ou même si on le vend en nature de le faire conserver par la chaleur et le froid. Dans la fabrication du beurre, le producteur isolé n'emploie pas très souvent pour l'écémage des machines et laisse la crème se faire naturellement. Il en résulte une diminution de rendement. En plus, le lait est

exposé par temps chaud à devenir rapidement acide, à cailler avant la fin de l'écémage. On a calculé qu'avec ce système on obtient 40 % de matières grasses contre 80 % obtenues avec l'écémage centrifuge. Le barattage se fait dans une baratte à bras et le malaxage avec des spatules à mains. Dans les beurreries coopératives, au contraire, les appareils sont d'une grande perfection ; l'écémage se fait au moyen d'écémeuses actionnées par des moteurs de plusieurs chevaux de force. Un pasteurisateur assure la pureté de la crème et des appareils spéciaux sont employés après cette opération, pour son refroidissement. Le barattage et le malaxage se font aussi mécaniquement. En plus toutes ces opérations se font dans plusieurs pièces de façon qu'une propreté parfaite règne partout et la bonne conservation du beurre est complètement assurée. De même que dans les coopératives de vinification dans cette forme aussi résultent, de cette différence de traitements, un produit de qualité supérieure et plus homogène, une économie de matières premières allant du simple au double, et une énorme économie de temps et de main-d'œuvre. Souvent pour l'utilisation plus rémunératrice de sous-produits d'autres entreprises sont annexées aux laiteries. Les coopérateurs danois y ont ajouté des porcheries pour tirer tout le profit possible du petit lait, et à celles-ci des abattoirs coopératifs. En France des caseïneries utilisent la caillebote pour en obtenir le lactite et le galalithe, dont les emplois sont nombreux dans la bibeloterie.

L'association des producteurs d'huile n'est pas moins avantageuse ; elle s'impose beaucoup plus parce que ce produit est gravement concurrencé par les huiles obtenues par les graines oléagineuses. Autrefois le propriétaire d'oliviers était obligé ou de vendre ses olives dès la cueillette au prix fixé par les

usiniers ou de les faire transformer en huile, pour son propre compte, moyennant une redevance payée au propriétaire de l'huilerie consistant ou en une quantité d'huile ou en une somme d'argent, et en l'abandon, dans les deux cas, de tous les résidus. Le travail se faisait dans des conditions défectueuses; on recourait à la traction animale pour mettre en marche meules et pressoirs. Le moulin n'était composé que d'une seule pièce dans laquelle se mêlaient olives, grignons, chevaux, ouvriers et jarres à huile; l'atmosphère était tellement viciée qu'elle provoquait la fermentation et l'échauffement des olives; le triage des fruits était inconnu. L'huile fabriquée souvent avec des fruits avariés perdait en qualité. En plus les fabricants ne se souciaient pas d'obtenir, des olives apportées, le rendement le plus grand essayant, au contraire, d'avoir les sous-produits les plus riches possibles. Avec l'huilerie coopérative les conditions changent. Les installations mécaniques permettent de faire un traitement à temps. Si les fruits ont besoin de rester et de ne pas être traités immédiatement, ils demeurent dans un local bien aéré, étalés en couches minces qui leur permettent une conservation meilleure. Un triage et un classement par qualités des olives sont opérés. Le broyage se fait par des presses qui permettent d'en retirer le maximum d'huile, la décantation se fait par des séparateurs continus basés sur le principe de la force centrifuge. On procède souvent au lavage et à la filtration de l'huile. Tout cela représente autant d'avantages qui contribuent à la bonne qualité et à l'augmentation de la quantité.

Les autres industries de transformation ou de conservation des produits agricoles, meuneries, féculeries, distilleries coopératives présentent les mêmes avantages qui sont plus grands encore pour les produits de conservation difficile (lait, fruits,

etc.). L'installation d'une chambre froide ou la location d'une chambre réfrigérée dans une entreprise frigorifique, qui aurait grévé lourdement le budget d'un producteur particulier, sera possible à la coopérative car la quantité des produits à conserver fera baisser les frais généraux. Il lui sera possible aussi d'employer tout autre procédé de conservation, conservation par la chaleur, pour la transformation des produits en conserves ou par la chaleur et le froid en même temps, comme il se fait pour le lait en nature ou dans la conservation par le séchage. Tous ces procédés sont assez délicats, parce qu'il faut selon les produits, différents degrés de froid et de chaleur. Cette distinction aurait embarrassé ou fait subir des pertes à un cultivateur isolé, tandis que le personnel de la coopérative à force de s'en occuper est spécialisé dans ces sortes de travaux et aura le moins possible de pertes.

En dehors des avantages provenant d'une transformation meilleure et plus économique, d'autres encore et très sérieux, sur lesquels nous allons revenir en parlant des coopératives de vente, résultent du contrôle que les coopératives exercent sur les producteurs quant à la qualité de la matière première, et des conseils et de l'aide qu'elles leur fournissent pour la sélection des espèces végétales et animales soignées par eux.

Au commencement les coopératives de transformation ont eu de grandes difficultés surtout à cause de l'esprit individualiste du paysan qui n'était pas disposé à voir sa liberté limitée et ses habitudes bouleversées. Ce fut à la suite de crises aiguës que ces associations ont pu établir leurs bases. Ainsi en France les caves coopératives ont commencé à se constituer surtout après la crise vinicole de 1907, en Danemarck les coopératives de laiteries après la crise des céréales de 1880. Mais une fois le premier pas fait l'agriculteur a vite compris

leurs avantages et dans tous les pays elles ont eu un développement important. En Grèce cependant ce n'est pas la même chose. Là, la transformation en commun n'a pas trouvé jusqu'au moment un bon accueil de la part des producteurs et les coopératives de cette catégorie sont relativement les moins nombreuses et les moins actives, exception toutefois faite des huileries.

La transformation et la conservation ayant assuré une bonne qualité il faut s'occuper de la vente. Au commencement elle était faite par le producteur lui-même ; et tant que la production ne visait que le marché de la ville voisine ou au plus le marché régional, il pouvait y arriver seul, quoique la perte de temps qui résultait pour lui de ces va-et-vient absorbait une grande partie du bénéfice retiré.

Mais depuis que le marché est devenu national et pour un grand nombre de produits mondial la masse des producteurs agricoles n'est pas bien placée pour écouler sa production d'une façon profitable. Différents intermédiaires sont entrés alors en scène. Il est vrai qu'ils évitent au producteur une perte de temps énorme, mais ils prélèvent par contre de si gros bénéfices que leur intervention peut être considérée plutôt comme nuisible que comme utile, surtout depuis que leur nombre est démesurément augmenté. C'est en effet un fait incontestable et tout le monde est d'accord là dessus, même ceux qui prétendent que les coopératives de vente ne sont pas nécessaires (1), qu'il y a entre le producteur et le consommateur une filière trop longue d'intermédiaires, prélevant des fortes commissions. Des enquêtes menées à de différents

(1) Voir TUZET, Etude sur la vente des produits agricoles, p. 11.

pays, surtout aux Etats-Unis et en Angleterre, « ont révélé des « charges injustifiées dans la distribution en faisant ressortir « que des commerçants privés et des groupes de commerçants « réalisent dans certains cas des bénéfices supérieurs à ceux « que justifieraient les services rendus » (2). De tels prélèvements deviennent aujourd'hui plus ruineux pour les agriculteurs, car, par l'« industrialisation » de l'agriculture, ceux-ci engagent relativement de gros capitaux dans leur terre et il leur faut dans le prix de vente retrouver non seulement la rémunération de leur travail, mais aussi celle du capital engagé. Dans cet état de choses, les cultivateurs ont intérêt à s'associer et obtenir leur libération, du joug des intermédiaires. Non pas que les coopératives doivent se donner pour but d'éliminer tout intermédiaire. Ce ne serait pas facile de se passer par exemple des services du commerce de détail et d'atteindre directement le consommateur, au moins, autant que celui-ci n'est pas dans sa grande masse coopéré. La coopérative aurait à supporter des frais généraux démesurément élevés pour tenir une multitude de débits. Ce ne sera pas non plus toutes les fois possible, pour les coopératives au moins qui s'occupent de l'exportation, de se passer des services du commerce de gros. Si en effet celles-ci peuvent se substituer au commerçant de gros national, elles ne le peuvent pas de la même façon quand il s'agit du commerçant de gros étranger. C'est que là la coopérative ne saurait, sans l'installation d'une succursale proprement dite, vendre au commerce de détail de ce pays. Mais on peut se passer facilement des services des commissionnaires, courtiers et surtout on peut tâcher de déjouer les manœuvres des spéculateurs. On sait en effet que

(2) Les questions agricoles au point de vue international, p. 614.

ceux-ci, qui très souvent n'ont rien de commun avec l'agriculture ni avec le vrai commerce, achètent dans les Bourses des produits agricoles de grosses quantités de produits qu'ils manœuvrent ensuite pour amener des variations dans les cours. Nous ne pouvons nous empêcher de citer un passage d'une conférence de M. Chaumet, Ministre de l'Agriculture en France en 1925, cité par l'Institut International de l'Agriculture, selon lequel « du blé acheté à Bordeaux et vendu dans un département du Centre de la France est passé entre les mains de dix courtiers dont aucun n'a pris livraison et dont tous ont pris bénéfice (3), passage par lequel on constate que le nombre des spéculateurs est plus qu'il ne faudrait grand.

En dehors de l'économie du profit prélevé par les intermédiaires, il y a encore une autre raison d'égale importance pour laquelle les agriculteurs doivent se substituer aux commerçants. C'est que les agriculteurs intéressés directement et plus profondément que les commerçants à l'extension des débouchés et par conséquent de la production, lutteront avec plus de force pour arriver à un écoulement régulier et assuré des produits même en sacrifiant un profit immédiat pour un avenir meilleur. sacrifice que le commerçant ne pourra jamais faire.

La tâche de la coopérative ne sera pas facile. Tous ceux commerçants ou spéculateurs qui par son activité se trouvent lésés dans leurs intérêts ne se laisseront pas facilement évincer. Elle se trouvera peut-être devant un boycottage plus ou moins fort, plus ou moins déclaré. Les associés devront supporter les premiers temps et jusqu'à ce que leur coopérative s'impose, les frais de cette guerre qui-peut être absorbera pendant ce temps tout le profit qu'ils auraient autrement retiré.

(3) Les questions agricoles au point de vue international, p. 647.

Mais il faudra supporter cette non-augmentation ou même diminution de leurs bénéfices en vue d'un avenir meilleur. On a l'exemple d'une telle lutte au Danemarck (4) et en Allemagne (5). Dès la constitution des premières associations, les commerçants danois s'étaient ligués et par des tracts, brochures et autres moyens de propagande sans même laisser d'exercer une pression sur les pouvoirs publics, ont cherché à empêcher le développement des coopératives en les accusant de vouloir augmenter démesurément leurs profits. Les coopératives danoises ont dû de leur côté supporter les frais d'une propagande intense pour prouver qu'elles ne visaient à aucun profit illicite et qu'au contraire leur développement serait également avantageux pour les associés et pour les consommateurs. Les coopérateurs ont vu pendant les premières années tous les profits qu'ils escomptaient par suite de l'activité des sociétés s'évaporer en frais de propagande, mais ils ont tenu ferme et la victoire la plus complète a couronné leurs efforts. En Allemagne il y eut de la même façon lutte entre commerçants et coopératives. L'union des commerçants exportateurs de viande décida le boycottage des commissionnaires qui directement ou indirectement feraient des affaires pour la Centrale (coopérative centrale pour la vente de la viande). Là aussi la lutte s'est terminée par une victoire de la Coopérative. Les coopérateurs grecs doivent se considérer heureux que le législateur les a protégés efficacement contre toute concurrence illicite. Mais ils doivent quand même se prémunir contre la lutte non déclarée qui est plus dangereuse pour les

(4) Voir DESBONS, La crise agricole et le remède coopératif, p. 82 et suiv.

(5) Voir SOUCHON, Les cartels d'agriculture en Allemagne.

coopératives, et de laquelle aucune mesure législative ne saurait les protéger. En effet les commerçants n'hésiteront pas à hausser leurs prix d'achat pour garder ou même pour étendre la clientèle des agriculteurs qui ne sont que trop disposés à recourir à la coopérative seulement dans le cas de baisse des prix. Cet état d'esprit des agriculteurs est le point faible des coopératives, et les commerçants ne manqueront pas de l'exploiter. Ce n'est qu'en donnant une forte conscience coopérative aux adhérents qu'on pourra sortir victorieux de la lutte.

La lutte contre les intermédiaires ne sera pas la seule que la coopérative aura à entreprendre, car celle pour vaincre les hésitations des agriculteurs eux-mêmes n'en sera pas moins difficile. Si la coopérative veut réussir, elle doit d'abord s'occuper de ces hésitations et les vaincre parce qu'elles peuvent compromettre son existence et même sa constitution. Elles ont leur cause dans le caractère individualiste du paysan, tant de fois dépeint. Ce sera l'œuvre des fondateurs d'une coopérative et de ses dirigeants, de créer la conscience coopérative de ses adhérents, de leur donner la foi pour l'œuvre et de vaincre tous les travers du caractère paysan, surtout sa méfiance, son abstention, son manque de persévérance, son indiscipline et en général son aversion pour tout mouvement qui pourrait changer ses habitudes, aversion qui l'empêche de saisir tout de suite les avantages d'une entreprise. Il est vrai que le paysan par les progrès de la coopération dans les autres domaines de son activité, a commencé à se dégourdir et à comprendre où se trouve son véritable intérêt ; cependant ces traits se retrouvent encore aujourd'hui et les vaincre sera une tâche pénible des dirigeants. Il leur faudra enseigner aux associés clairement tout ce qu'on peut attendre de la coopérative et aux prix de quels efforts on pourra l'obtenir. Ce sera

leur œuvre de ne pas nourrir d'illusions les associés pour ne pas les voir se désillusionner complètement et entraver la marche de l'association. Il serait souhaitable qu'une retenue sur les bénéfices soit effectuée par ces organismes pour l'instruction et l'éducation sociale des coopérateurs (cours, conférences, etc.), comme il se fait dans les coopératives de consommation.

Ce sera aussi le rôle de l'Etat d'instituer des cours sur la coopération dans les écoles primaires de la campagne pour verser dès l'enfance les premières notions de la coopération dans l'âme des futurs agriculteurs et d'instituer des cours pour adultes, où le paysan sera ramené à la réalité en ce qui concerne la coopération ; car, il faut le dire, les propagandistes de la coopération ont de tout temps exposé ses avantages, sans indiquer ni quand ni comment on peut les obtenir. C'est un peu de leur faute si le paysan se montre récalcitrant.

Le travail lui-même que la coopérative aura à accomplir ne sera pas dépourvu de difficultés. Une, et qui ne sera pas des moindres, peut provenir de la question de la Direction. Le gérant, surtout s'il s'agit d'une grande coopérative qui devra faire des chiffres d'affaires importants, devra être complètement versé dans les choses du commerce, tant pour pouvoir connaître la situation du marché et saisir le moment opportun pour la vente que pour vaincre la méfiance naturelle des associés. La coopérative dans le cas où il doit s'occuper exclusivement de ses affaires ne doit pas hésiter à lui accorder une rémunération suffisante. Pour faciliter l'œuvre de la direction et en général la marche des affaires, une coopérative importante peut avoir dans les plus importants centres de consommation, des agents qui lui enverront régulièrement non seulement des rapports sur les cours et l'état des marchés, mais

aussi des indications sur le goût du consommateur et sur la direction que la production doit prendre pour lui donner satisfaction.

La coopérative doit offrir toujours la même qualité, former un type unique ou une série de types limitée des produits qu'elle vise. Il faut que les produits constituent un lot homogène, s'il s'agit de produits tels que le blé ou le vin, ou qu'ils aient subi une préparation, un triage selon certaines règles qu'on ne pourrait modifier sans inconvénients, s'il s'agit de volailles, d'œufs, de légumes, etc. Cette obligation est le résultat de la tendance à standardiser tous les produits et tout producteur ou association doit compter qu'une variation de la production au lieu d'attirer le client l'éloigne et qu'en tentant une telle expérience on aura probablement à faire face à un exercice déficitaire. Pour obtenir la meilleure qualité et une qualité uniforme la coopérative pourra et beaucoup mieux qu'un cultivateur isolé, suivre les progrès de la science et imposer en conséquence des règles à ses associés, sous forme soit de conseils soit de règles impératives quant à la culture, à l'époque de la récolte, à la façon d'y procéder, aux moyens de conservation de la production jusqu'au moment de l'apporter aux magasins de la coopérative, ou s'il s'agit d'élevage sous forme de règles relatives à l'hygiène des étables, à l'alimentation des bêtes, à la traite, etc.

La coopérative doit disposer de quantités suffisantes, tant pour mettre en marche son outillage d'une façon économique que pour retenir et étendre ses débouchés. Très souvent cependant le cultivateur est disposé à ne pas apporter sa production à la coopérative, parce qu'il trouve à l'écouler à des prix avantageux en dehors d'elle. C'est là un point sur lequel les directeurs de coopératives doivent apporter toute

leur attention, car si dans toute entreprise le plus ou moins grand chiffre d'affaires est une cause de plus ou moins grande prospérité, pour les coopératives de transformation et de vente est, comme nous aurons l'occasion de le répéter, par essence une condition d'existence. Beaucoup de personnes, surtout à la campagne, sont entraînées peut-être poussées par le besoin à ne considérer que le présent ; elles ne peuvent pas comprendre un avantage qui vient après peut-être plusieurs années de luttés, qui ne se traduit par une amélioration immédiate mais parfois par une perte. Il faudra enseigner aux producteurs à sacrifier l'intérêt du moment pour l'intérêt futur et encore plus à sacrifier l'intérêt personnel à l'intérêt général et leur faire comprendre que la coopérative n'existe pas seulement pour écouler les produits qu'ils ne peuvent écouler autrement. C'est seulement en réunissant la plus grande partie de la production que la coopérative pourra approvisionner suffisamment et régulièrement le marché et vaincre la concurrence ; c'est seulement sous cette condition qu'elle pourra non pas régler en maîtresse absolue les prix, mais peser sur le marché pour empêcher leur fléchissement et en général exercer une influence régulatrice sur les fluctuations du marché, influence salutaire aussi bien pour le producteur que pour le consommateur.

La coopérative devra donc imposer à ses associés l'obligation de lui apporter ou la totalité de leur production, ou une quantité fixe et toujours en temps déterminé. C'est plutôt le premier moyen qui doit être adopté car sans cela le cultivateur aura tendance à ne donner que la partie inférieure de sa récolte.

Les agriculteurs doivent comprendre aussi qu'il est de leur devoir et de leur intérêt de ne vendre que par l'intermédiaire

de la coopérative et de se plier à toute discipline, car c'est seulement de cette façon que la coopérative pourra avoir de bons résultats. De leur côté les coopératives doivent traiter sévèrement ceux qui ne se conformeraient pas à ces règles. La livraison des marchandises peut avoir lieu soit dans le local de la coopérative, si les associés ne sont pas trop dispersés, soit à la ferme ou à un autre point convenu.

Dans les magasins de la coopérative, les produits sont triés, pesés, classés par qualité. Ces triages et classement se font par des appareils spéciaux lorsque la production s'y prête ou par un personnel spécialisé et avec tous les soins possibles.

Les plus grandes difficultés pour la coopérative et les plus grands avantages pour le coopérateur se présenteront lorsqu'il s'agira du commerce proprement dit des produits. Les difficultés que celui-ci présente sont bien connues. Cependant par l'association elles peuvent être, sinon complètement aplanies, tout au moins amoindries en grande part. Un pas vers l'aplanissement est l'établissement plus exact du prix. Les prix de tous les produits sont basés sur le prix de revient qui pour les produits agricoles est très difficile à établir. En effet, de multiples éléments y entrent : la fertilité du sol, les semences, les fumures et autres produits de la ferme qui sont employés sur place. L'agriculteur ne connaît pas aujourd'hui son prix de revient. Nous ne soutenons pas que ces mêmes difficultés ne surgiront pas pour l'association. Elle pourra cependant par une comptabilité mieux tenue établir un prix de revient approximatif, un prix de revient moyen pour toute la région, basé sur la fertilité moyenne de la terre et les prix des autres produits. Après ce travail préliminaire, elle pourra plus facilement faire les calculs pour l'établissement du prix de vente. La coopérative par ses renseignements particuliers pourra

savoir où la production a été déficitaire et où le besoin de s'approvisionner en tel ou tel produit se fait sentir. De cette façon elle peut connaître, si telle baisse indiquée par les mercuriales est due à une abondance des produits sur le marché ou à une influence des spéculateurs. En général elle pourra remplacer les simples indications du marché sur lesquelles se base le cultivateur isolé pour établir le prix de son produit par des renseignements plus exacts et ainsi ses prix seront établis sur des bases plus sérieuses.

Cette connaissance des conditions du marché évitera à la coopérative l'obligation de recourir à des intermédiaires onéreux, chose que le producteur isolé ne peut pas éviter. Il est vrai, comme nous l'avons dit, que très difficilement elle pourra vendre directement au consommateur, et seulement par la constitution de magasins de vente dans les Halles des grands centres de consommation. Mais elle pourra vendre directement au commerce de détail en éliminant tous les autres intermédiaires et ce sera autant de gagné pour le cultivateur.

En plus du fait qu'elle expédie des quantités importantes, elle pourra offrir un autre sérieux avantage au producteur en matière de transport. A cause de l'expédition en grand par la coopérative, le cultivateur pourra bénéficier de la réduction des prix des transports, accordés par les compagnies en cas d'expédition par wagon complet, avantage qu'il ne pourrait jamais obtenir isolé. De plus, si la coopérative fait des expéditions régulières, il pourra obtenir des réductions beaucoup plus fortes encore. En effet elle pourra discuter avec les Compagnies de Navigation nationales, et les Compagnies de Chemin de fer nationales, et même si elle vise l'exportation étrangères pour obtenir des tarifs spéciaux. On sait quelle influence peut avoir le prix du transport sur le prix de vente du produit.

On a des exemples où des producteurs ont été obligés de renoncer à la vente de leurs produits parce qu'ils n'en retireraient aucun profit à cause des tarifs élevés des Compagnies de transport.

La coopérative peut aussi obtenir des changements dans les horaires des trains pour éviter à ses produits, surtout s'il s'agit de produits périssables, des attentes prolongées dans les gares ou obtenir des accélérations de transport et aussi des installations et aménagements spéciaux, indispensables pour certains produits périssables. Les dégâts et les pertes qui en résultent seront aussi évitées par un emballage soigné. Pour certaines denrées tels que fruits, fleurs, œufs, le bon emballage est une condition primordiale pour qu'elles puissent arriver en bon état sur le marché. Et ce ne sera pas le seul avantage qu'on aura par une expédition soignée. On sait quel rôle joue la présentation d'un produit pour son écoulement et combien une présentation convenable attire l'acheteur. La coopérative aura soin que le contenu de chaque colis soit non seulement d'une bonne qualité, et tel qu'il est énoncé sur l'emballage, mais aussi d'une qualité ferme. Elle veillera enfin qu'avec les produits de première qualité ne se mêlent des produits de qualité inférieure. Toute fraude doit donner lieu à une amende, et, en cas de récidive, provoquer l'exclusion de l'associé.

La coopérative peut aussi adopter une marque de fabrique sous laquelle ses produits seront présentés au consommateur. Elle pourra ainsi plus facilement se faire connaître. Une fois connue, sa marque garantira la bonne qualité du produit et lui facilitera l'extension des débouchés. En dehors de ce grand avantage, il y en aura pour les coopérateurs d'autres moindres à retirer tels que l'économie résultant d'un dépôt unique,

la possibilité de poursuivre les contrefacteurs de leurs produits, possibilité irréalisable pour le cultivateur isolé.

La coopérative de vente, si les débouchés existants ne sont pas suffisants pour absorber toutes les quantités disponibles ou même si les prix du marché local ne sont pas rémunérateurs devra, ce qui est d'ailleurs son but, faire des efforts pour les étendre, ou chercher à se créer des débouchés nouveaux.

Pour la conquête des débouchés en général, la coopérative devra user de propagande qui, comme on le sait, exerce aujourd'hui une influence capitale dans le commerce de tout produit. Le producteur qui isolé n'aurait en aucun cas pu prétendre à faire une propagande active pourra profiter maintenant à bon marché de cette publicité.

Une autre chose qui serait difficilement réalisable pour le producteur isolé et qui pour la coopérative sera facile c'est l'examen sur place de l'état du marché visé. Parfois et surtout s'il s'agit d'un débouché nouveau les renseignements que la coopérative tire des mercuriales et autres moyens d'information (correspondance, etc.) ne peuvent lui donner une idée précise de l'état et des habitudes du marché des goûts du consommateur, etc. Elle peut alors charger son gérant de s'enquérir sur place et de faire les démarches nécessaires pour les sujets qui l'intéressent. De tels voyages à cause du temps dont on doit disposer et à cause des frais qu'ils comportent seraient ruineux pour un agriculteur isolé même s'il serait un grand propriétaire, tandis qu'ils seront facilement réalisables pour une coopérative importante.

Pour attirer la clientèle et étendre ses débouchés elle peut encore employer d'autres moyens: prendre part à des expositions commerciales ou même en organiser, ou, s'il s'agit d'une

coopérative importante et faisant un grand chiffre d'affaires organiser une exposition permanente d'échantillons à différents centres importants de consommation. Les coopératives peuvent trouver des débouchés importants près des coopératives de consommation — qui, à leur tour, auraient trouvé des produits moins grevés — et près des administrations publiques et surtout celles de l'armée.

La vente peut se faire de trois façons différentes :

1° Elle est conclue par le producteur lui-même, en son nom, et pour son compte la coopérative ne prenant part que comme simple intermédiaire, rapprochant les deux parties sans se mêler aux débats. Cette façon de procéder dégage la responsabilité des administrateurs, mais elle ne procure au cultivateur qu'une économie de temps, du fait que la coopérative se charge de l'emballage et de l'expédition, et une économie de frais puisqu'il profite des avantages de l'expédition collective. Un autre avantage qui n'est pas négligeable c'est que le producteur peut utiliser à son profit les renseignements rassemblés par la coopérative sur les différents clients. Il pourra de cette façon savoir s'il a affaire à un client solvable et honnête.

2° La vente se fait par la coopérative à son nom et pour son compte. La coopérative achète ferme au producteur et vend au moment qu'elle juge opportun à son profit et à sa perte. A la fin de l'année, s'il y a des bénéfices, ils sont dévolus d'après les dispositions statutaires, c'est-à-dire soit répartis entre les sociétaires sous forme de ristournes, soit laissés pour grossir le fond de réserve, ou disposés pour des œuvres agricoles d'utilité générale. S'il y a par contre des pertes c'est la société qui les supportera soit en faisant appel à la réserve, soit si celle-ci n'est pas suffisante en demandant un apport supplémentaire aux associés. Cette façon de procéder ren-

ferme beaucoup de dangers pour la coopérative. Ou elle sera obligée d'acheter à bas prix aux producteurs et alors ceux-ci ne retirant aucun profit de l'association seront disposés à s'éloigner d'elle, ou elle donnera de hauts prix tout en supportant en cas d'avisement des cours des pertes qui la conduiront à la dissolution. Cette façon est très peu employée.

3° La vente se fait par la coopérative à son nom et au moment qu'elle juge opportun ; la coopérative rassemble les produits de ses membres, les mélange, les classe selon leur qualité et procède à la vente ; les prix sont répartis parmi les associés selon la qualité et la quantité apportée. L'avantage de cette façon consiste en ce que l'association a toute la liberté pour les débats et pour le moment de la vente ; elle donne l'avantage à la coopérative de pouvoir traiter de grandes quantités et de pouvoir ainsi influencer les prix.

Ces trois manières de procéder sont les plus usitées mais en fait on trouve des variations multiples.

Financement des coopératives. — Le besoin d'argent se fera sentir pour les coopératives, et lors de leur installation, et au cours de leur existence jusqu'au moment, au moins, où leurs capitaux seront suffisants pour leur développement normal.

Les sociétés de transformation ou les sociétés de vente s'occupant en même temps de la transformation ont à supporter des frais d'installations considérables et ne peuvent pas se suffire avec le capital social aussi fort qu'on le suppose. Il leur faudra recourir à l'emprunt, obtenir des prêts à long terme pour l'achat des machines, construction des caves, magasins, silos et de tout autre installation nécessaire. Pour les sociétés de vente simples les frais de première ins-

tallation se réduisent à l'achat du matériel de transport, elles peuvent donc se suffire avec leur capital propre.

Pour son fonctionnement la coopérative aura aussi besoin d'argent parce qu'elle sera obligée de faire crédit à ses acheteurs et de donner des avances à ses membres. Certains même croient que c'est là une question qui l'empêche de se substituer au commerce de gros. Le commerçant de gros se fait en effet le banquier de ses détaillants en leur accordant un crédit d'ordinaire de trois mois parfois de plus. La coopérative, soutient-on, par ses besoins et peut-être même par l'application des principes coopératifs sera obligée de vendre au comptant ce qui éloignera d'elle les commerçants de détail. Quant aux principes, on peut objecter que la vente au comptant s'impose seulement à l'égard des associés dans le but de soutenir la fin morale de la coopérative et non à l'égard des commerçants. Envers eux elle pourra faire, comme toute autre commerçant, du crédit en employant les mêmes procédés que lui. Cette façon de vendre est employée aujourd'hui par les coopératives qui parfois accordent en plus aux commerçants des facilités de paiement. Elles peuvent recourir à l'aide des caisses de crédit et obtenir ainsi les fonds, qui, dans le cas de vente à terme, leur seront nécessaires pour pouvoir accorder des avances à leurs associés pour les produits apportés. Ces avances égalent d'ordinaire 50 % parfois même jusqu'à 80 % de la valeur du produit. De là résulte un des avantages les plus sérieux de la vente en commun. En effet le cultivateur, s'il n'est pas un grand propriétaire, a besoin de rentrer dans son argent immédiatement après la récolte pour faire place à ses obligations dont l'échéance est toujours placée à cette date. Il est par là amené à chercher à écouler ses produits, chose qui occasionnera un afflux sur le marché et un

fléchissement des cours. Dans tous les pays et pour tous les produits on constatait ce fléchissement aux mois suivants la récolte. Avec cette intervention de la coopérative le producteur n'est plus pressé de vendre et une régularisation de l'offre et de la demande est ainsi réalisée ; aussi ce phénomène de fléchissement des cours ne se produit plus où il est très atténué.

Le règlement définitif du prix envers les associés peut se faire de deux façons. La coopérative le paie soit au cours du jour ou, plus conformément aux principes coopératifs, au cours du prix moyen de l'année.

Les bénéfices doivent être répartis au prorata des quantités apportées et en général des affaires effectuées par chaque associé avec la coopérative. C'est seulement de cette façon que la coopérative pourra favoriser l'obtention des rendements maxima et optima. La fixation des prix et la répartition des bénéfices peuvent donner lieu à des difficultés voir même à la retraite de certains membres. L'amour-propre du cultivateur qui au commencement l'éloignait de la coopérative pour ne pas voir ses produits mêlés à ceux des autres, le fera en ce cas très difficilement accepter, que le produit auquel il a consacré tant de peine est de la même qualité ou peut-être de qualité inférieure à celui de son voisin, et il lui sera dur de le voir mieux rémunéré. La coopérative pour éviter tout ennui sur ce point doit communiquer par des circulaires d'une façon claire et donnant le moins possible lieu à équivoque, ses prix et les qualités des produits rémunérés par chaque prix.

Ce que les coopératives doivent surtout éviter c'est de se faire concurrence. Une lutte entre elles pour la conquête ou la conservation des débouchés aurait une issue désastreuse et, comme seul résultat, l'effondrement des cours au détriment

de la production. Pour cette raison les associations de vente qui traitent le même produit ou ses succédanés doivent se réunir soit en unions régionales, soit surtout en fédération nationale. De cette fédération les producteurs pourraient tirer tous les avantages de la concentration et du commerce en grand. Réunissant la plus grande partie de la production nationale cette Fédération pourra exercer son activité sur un terrain beaucoup plus étendu qu'une petite coopérative locale et influencer plus sûrement le mouvement des prix lui donnant la stabilité tant utile au producteur et au consommateur. Elle aura un crédit plus grand du fait qu'elle représente tous les producteurs de chaque espèce. Elle pourra avoir un réseau d'agences permanentes s'étendant aux différents pays, chose qui constitue le moyen le plus efficace pour l'écoulement des produits car l'agent, outre qu'il peut mieux apprécier la solvabilité du client, peut plus facilement étant dans le pays, saisir le moment favorable de la vente. Pour la direction à donner à la production elle pourra avoir des laboratoires parfaitement outillés et des champs d'expériences où elle pourra suivre plus facilement qu'une petite association les inventions, recherches, expériences et conduire des enquêtes sur les résultats obtenus dans les autres pays.

De telles fédérations sont réalisées dans plusieurs pays : Canada, Danemark, Finlande, etc. Et ce ne sera pas loin le jour où nous verrons se réaliser des ententes internationales. Nous avons déjà une ébauche d'une telle entente parmi les producteurs coopérés des céréales. Ainsi une Union internationale avait été projetée en 1926 dans le congrès de Saint-Paul (Minesotha) parmi les producteurs de blé du Canada des Etats-Unis de l'Australie et de la Russie ; mais elle est restée à l'état de projet.

En somme les avantages que procure la coopération pour la transformation et pour la vente des produits peuvent s'exprimer surtout par un perfectionnement de l'outillage et par une concentration des services commerciaux (de propagande de crédit, de ramassage, d'expédition, de rentrée de fonds) et par l'appel qu'elles peuvent faire à des spécialistes. Ce sont comme on le voit les mêmes avantages qu'on obtient par la concentration industrielle, plus l'éducation sociale de l'agriculteur, qui s'obtient par l'association.

CHAPITRE II

La Coopération Agricole en Grèce

A) L'ÉCONOMIE RURALE DE LA GRÈCE (1)

Pour bien fixer la portée économique et sociale des coopératives agricoles on ne peut pas se dispenser de faire brièvement ressortir l'importance de l'agriculture dans l'Economie nationale de la Grèce.

La Grèce occupant la partie sud de la péninsule balkanique s'étend sur une superficie de 130.199 kilomètres carrés. Elle est comme nous l'avons déjà dit, un pays essentiellement

(1) Sur l'économie rurale de la Grèce on peut trouver des renseignements, entre autres, dans les ouvrages de M. M. Andreades. Les progrès économiques de la Grèce, Paris, 1919. TSOUDEROS, Le relèvement économique de la Grèce, Paris 1919. EVELPIDIS, Les Etats balkaniques, Paris 1930 et dans la série grecque de l'Institut Carnegie (1 vol. Paris 1928).

agricole parce que la population agricole y a la prépondérance et les produits agricoles sont sa plus grande richesse.

En effet sur ses 6.200.000 d'habitants, les 57 % sont des ruraux, et ce sont les produits agricoles qui alimentent dans la plus grande partie son commerce d'exportation dont ils couvrent les 75 % (2).

La configuration cependant de son sol et le régime de ses eaux n'est pas du tout favorable à l'agriculture. Dans la partie sud, si l'on excepte la plaine de Thessalie on ne trouve pas de grandes plaines. Ainsi sur les 6.429.710 hectares qui formaient le territoire de la Grèce d'avant 1912, les 5.055.122 hectares étaient occupés par des montagnes rocheuses, 87.905 hectares par des marais et lacs et seulement 1.286.583 hectares par des plaines.

Le régime des eaux n'est pas plus favorable dans cette même partie. On ne saurait parler de fleuves ; ceux qui existent sont des torrents à cours irréguliers causant pendant la saison des pluies des inondations et des dégâts.

L'état n'est pas meilleur dans les provinces du Nord. Il est vrai qu'on y rencontre quelques plaines et quelques fleuves d'importance comme l'Axiros (Vardar) et le Strymon (Strouma), mais pour le moment ils causent plus de désastres qu'ils ne rendent de services à cause du manque de travaux d'aménagement. Des marais d'une grande étendue sont formés à côté d'eux et leurs pestilences enlèvent à l'agriculture un territoire beaucoup plus important. Ainsi dans la vallée d'Axiros ne sont pas cultivés 154.000 hectares contre 46.000

(2) SIMONIDIS, L'Economie rurale de la Grèce dans la série grecque de l'Institut Carnégie, Paris 1928.

hectares de marais dans celle de Strymon, 75.000 hectares contre 25.000 hectares de marais (3).

Des travaux de dessèchement ont été faits par les habitants pour les marais de petite importance et par l'Etat pour les autres (4). Ainsi le territoire de la Grèce du Sud a été assaini ; les travaux de dessèchement du lac de Copais, qui pendant la saison chaude se transformait à un immense marais, ont rendu à la culture 24.000 hectares. Des travaux d'aménagement de l'Axios et de Strymon, évalués à 40 millions de dollars, sont en cours d'exécution et ils vont rendre cultivables toutes ces étendues dont nous avons parlé plus haut.

A côté de ces grands travaux d'autres plus petits mais d'une grande utilité pour l'agriculture ont été exécutés surtout dans les nouvelles agglomérations où furent établis les réfugiés. Ainsi de 1923 jusqu'à la fin 1926 y ont été construits 145 aqueducs, 305 puits avec pompes mécaniques, 169 puits artésiens, 30 km. de canaux d'irrigation et des travaux analogues d'aménagement des cours d'eau et d'assainissement ont été exécutés. Ces assainissements et mises en culture nouvelles ont atteint 20.000 hectares (5).

Les conditions du sol dont nous avons parlé ci-dessus, ajoutées à des raisons historiques furent la cause de l'installation du paysan sur les côteaux. Il s'est adonné à des cultures qui pouvaient y prospérer ; la culture de la vigne, de l'olivier et autres cultures arbustives. Peu à peu il est descendu dans les

(3) EVELPIDIS, Programme de Politique agraire, p. 74.

(4) ANDREADES, Les progrès économiques de la Grèce, p. 18.

(5) SIMONIDIS, Economie rurale de la Grèce dans la Série grecque de l'Institut Carnegie, p. 166.

plaines qu'il a mises en culture et maintenant les territoires à défricher sont de peu d'importance (6).

Sur le territoire agricole en général, il n'existe pas de renseignements précis. On peut le calculer ainsi : les terres arables occupent 1.600.000 hectares, 730.000 les cultures arbustives, 2.000.000 d'hectares les pâturages (7) et 1.562.124 hectares les forêts. A ces superficies il faut ajouter les terres en friche, jachères, marais, etc... dont la superficie n'est pas exactement connue.

Dans les superficies réellement cultivées on constate une augmentation importante et constante dans les dix dernières années ; de 1.232.368 hectares qu'elles étaient en 1921, elles sont passées à 1.600.000 hectares en 1928.

La façon culturale a été, jusqu'au commencement de ce siècle, primitive ; elle reste encore telle, surtout celle des céréales, dans quelques régions du Nord ; on y rencontre la jachère comme alternance d'un assolement biennal ou triennal. Dans la Grèce du Sud au contraire on constate, dans ces quinze dernières années d'améliorations sensibles d'année en année, l'emploi des engrais y est d'un usage courant, les machines se répandent de jour en jour.

Le rendement est en général faible. C'est la conséquence surtout de la médiocre fertilité du sol et de la façon dont se fait la culture. On doit cependant noter que le rendement présente une diminution dans l'après-guerre. Ainsi pour les céréales de 11,60 quintaux à l'hectare qu'il était avant 1914 il est

(6) EVELPIDIS, Les Etats balkaniques, p. 187.

(7) EVELPIDIS, Les Etats balkaniques, p. 186.

descendu à 7 quintaux en 1928. Cette diminution est due surtout au fait que par la réforme agraire aux grands propriétaires appliquant la culture mécanique ont été substitués des paysans qui n'ont pas ni l'outillage ni les capitaux nécessaires pour pratiquer une culture intensive. Elle a été constatée dans tous les pays qui ont procédé à une telle réforme. Mais l'amour du paysan pour sa terre et surtout les crédits que la Banque agricole met à leur disposition auront vite fait de relever le rendement.

Les principales cultures sont celles des céréales, de la vigne, du tabac, de l'olivier, mais à côté d'elles s'étendent les cultures du coton, des produits maraîchers, etc...

Les céréales occupent les 71 % des terres cultivées. La superficie ensemencée a été, en moyenne, les trois dernières années de 1.133.000 hectares. Ils se cultivent un peu partout mais leur centre principal de production est la Thessalie et la Macédoine. Les façons culturales diffèrent suivant les régions, elles sont, comme nous l'avons dit plus haut, plus perfectionnées dans le Sud que dans le Nord. Le rendement total a été en moyenne pendant ces trois dernières années de 8.034.895 quintaux métriques représentant une valeur de plus de 3.500 millions de drachmes (8). Cette production cependant ne couvre pas les besoins de la consommation locale et la Grèce est tributaire de l'étranger pour le tiers au moins du blé qu'elle consomme. En plus la concurrence des blés étrangers rend difficile la situation des producteurs des céréales grecs. Pour l'améliorer, l'Etat, en dehors d'un droit d'entrée pour ceux-là, a pris des mesures pour faciliter le placement du blé indigène. Il a obligé les meuneries d'en employer une quantité fixée sui-

(8) Statistique agricole annuelle de la Grèce 1926-1927-1928.

vant leur capacité journalière. Cette quantité est prise dans certains centres de concentration fixés par une Commission spéciale. L'Intendance fait aussi dans ces mêmes centres ses approvisionnements.

La culture de la vigne vient après celle des céréales au point de vue de superficie cultivée mais son rendement est beaucoup supérieur comme valeur. Elle occupait, en 1928, 197.377 hectares dont 131.665 en vignobles, 61.795 en raisins de Corinthe et 3.867 en raisins de Smyrne (Sultanina). Les vignobles proprement dits sont en légère augmentation de 119.717 hectares qu'ils occupaient en 1914, ils sont passés à 124.089 en 1926 et à 131.665 en 1928. Pour le raisin de Corinthe on ne saurait parler d'augmentation surtout si on compare les superficies actuellement cultivées à celles de 1893, montant à 75.000 hectares. Le raisin de Smyrne gagne aussi du terrain mais bien lentement.

Le rendement total a été par moyenne pendant les années 1926-27-28 de 3.000.000 de quintaux pour les vignobles, de 1.632.000 pour le raisin de Corinthe et de 84.105 quintaux pour le raisin de Smyrne d'une valeur de 2.384.269.783 drachmes dont 1.007.524.028 drachmes pour le vin, 1.272.844.475 pour le raisin de Corinthe et 103.901.280 pour le raisin de Smyrne.

Le rendement moyen par hectare a été en 1928 de 26 quintaux pour les vignes à vin, 25,8 pour les raisins de Corinthe et de 29 pour le raisin de Smyrne.

La vigne à vin est répartie sur presque tout le territoire, le raisin de Corinthe se cultive surtout dans le nord-ouest du Peloponèse, et celui de Smyrne en Corinthie et en Crète.

Le raisin de Corinthe et de Smyrne sont surtout exportés comme raisins secs ; une partie du premier sert aussi à la

fabrication de l'alcool. Une grande partie aussi des vins est exportée. Les crus les plus renommés sont les vins doux de dessert de Samos, de Patras, de Céphalonie, de Santorine, de la Crète, les vins mousseux de Tripolitza, les vins secs de table d'Attique et de Niaoussa. Une partie des vins grecs très colorés (Leucas et Kymi) sont spécialement exportés pour le coupage.

Le tabac forme la plus importante production de la Grèce au point de vue de la valeur. La superficie cultivée a été en 1928 de 124.722 hectares. On constate une augmentation sensible des étendues cultivées en tabac par rapport aux deux années précédentes pendant lesquelles elles ont été respectivement de 81.191 et 92.314 hectares et beaucoup plus par rapport à celles de 1915 qui étaient de 35.000 hectares (9). La production totale est par moyenne de 60.000.000 de kilos d'une valeur de 2 milliards de drachmes. Le rendement moyen est de 6 quintaux à l'hectare. Les producteurs des meilleures qualités ne recherchent pas les grands rendements ; l'opinion existe que l'emploi des fertilisants qui donne de grandes quantités nuit à la qualité ; aussi l'emploi de ceux-ci est restreint et le rendement de ces régions descend au-dessous du moyen. Les meilleures qualités sont produites dans la Macédoine Orientale et la Thrace. Les autres régions surtout celles de Agrinion, de Lamia et de Nauplie produisent des quantités considérables mais de qualité inférieure.

La consommation locale ne couvre que le dixième de la production, laissant le reste à l'exportation. Les tabacs grecs forment la meilleure qualité des tabacs d'Orient et sont justement renommés. Surtout les célèbres crus de Xanthi, de Ca-

(9) TSOUDEROS, Le relèvement économique de la Grèce, p. 140 et suiv.

valla et tous les autres tabacs macédoniens sont très recherchés pour leur finesse et leur arôme délicat dûs surtout aux qualités du sol et du climat (10).

Pour préserver la production du tabac des « bureaux de protection » ont été fondés et à leur suite un Institut du tabac pour l'étude de toutes les questions culturelles et économiques relatives à cette production.

La production d'huile est aussi une production importante pour la Grèce. L'olivier est bien l'arbre national des grecs. On le rencontre un peu partout et surtout dans les îles de Corfou, de Mytilène, de Crète et dans les régions de Pelion, de Salona et le Sud du Péloponèse.

On compte 80.000.000 d'arbres produisant par moyenne 669.183 quintaux d'huile et 144.162 quintaux d'olives de table. Le rendement en olives par arbre est de 0,93 kilogramme, et par conséquent inférieur à celui des autres pays oléicoles, mais le rendement en huile des olives grecques leur est de beaucoup supérieur (11).

La production d'huile est surtout employée pour la consommation intérieure ; les olives de table sont pour une grande partie exportées.

(10) Comme on le sait le tabac est une plante qui ne peut donner des qualités supérieures seulement par une culture soignée ; il lui faut un climat et un sol approprié. On a l'exemple des expériences faites sans résultat pour obtenir dans les départements du Nord de la France des produits comparables à ceux de la Havane et celles faites à l'école de Scafatti (Italie) avec des graines de Xanthi.

(11) Moyenne des trois années 1926-27-28. Le rendement des oliviers est très irrégulier ; d'ordinaire une année sur deux la production est déficitaire.

A côté des cultures principales on trouve cultivés tous les autres produits ; les plus importants sont :

a) Le coton, cultivé surtout dans la plaine de Copaïs (en Béotie) et dans celle de Serrès (en Macédoine). On le rencontre aussi en Laconie. La production moyenne annuelle est de 145.000 quintaux (12). Le coton produit, tout en étant de qualité supérieure à celle du coton américain, il est de beaucoup inférieur à celle du coton égyptien. Des soins sont donnés par les coopératives pour sélectionner les semences et améliorer la qualité. La quantité cependant produite ne couvre pas les besoins de l'industrie locale qui en importe de l'étranger.

b) Les arbres fruitiers et surtout le figuier qui est cultivé dans des vergers spéciaux du département de Messénie et les hesperidées cultivées surtout dans les îles de Crète et de Chio.

c) Les plantes légumineuses et surtout le haricot. Elles sont cultivées sur une superficie de 53.258 hectares (13) ; la production est de 65.362 quintaux de haricots et 243 quintaux d'autres légumineuses. Par contre les plantes fourragères tiennent une place relativement restreinte dans l'agriculture grecque.

d) La culture du mûrier et la production du ver à soie se fait accessoirement par les agriculteurs grecs. Ce sont surtout les régions de Soufli (Thrace) et de Edessa qui en produisent les quantités les plus importantes. La production moyenne est de 2.644.411 kilos.

(12) EVELPIDIS, Les Etats balkaniques, p. 216.

(13) Statistique annuelle agricole de la Grèce, 1926-1927.
nent une place relativement restreinte dans l'agriculture grecque.

La production agricole grecque peut être présentée ainsi :

ESPÈCES	Superficie cultivée (en hectares)	Production totale (en quintaux)	Valeur totale (en drachmes)
Céréales	1.138.994	7.858.425	3.535.070.100
Légumes secs	49.973	229.629	177.340.228
Légumes	28.336	1.173.862	261.670.719
Plantes industrielles et aromatiques.	124.722	741.992	2.314.411.495
Plantés fourragères	50.793	1.205.647	181.825.577
Vignobles	131.665	3.425.546	1.007.527.028
Raisins secs	65.662	1.706.902	1.376.745.755
Olives de table		490.494	431.742.494
Huile		1.000.711	1.981.490.703

Le troupeau grec sans être encore de grande importance est en augmentation constante. On s'en rend compte par les deux tableaux suivant indiquant l'effectif des animaux pendant les années 1924 et 1928.

ESPÈCES	EFFECTIF	
	en 1924	en 1928
Race bovine	862.735	954.883
» chevaline, mulassière et asine.	680.515	782.786
» ovine	6.622.917	6.920.361
» porcine	390.382	418.524
» caprine	4.169.281	4.919.118
Oiseaux de basse-cour	6.072.202	8.693.241
Lapins	224.482	314.466

Telle qu'elle est la production agricole couvre comme nous l'avons dit le 80 % de la production nationale et par conséquent les coopératives agricoles peuvent jouer un rôle important dans l'économie grecque.

Une autre cause qui rend l'existence des coopératives agricoles nécessaire est la répartition de la propriété foncière. En effet, en Grèce la petite propriété forme la règle. Le manque de cadastre nous rend impossible de donner des renseignements précis sur la répartition de la propriété. Il est cependant certain que dans le Peloponèse, les îles et la Grèce Centrale (dans sa plus grande partie) la petite propriété d'une étendue moyenne de 2 à 4 hectares a prédominé de tout temps (14). Par contre dans les Provinces du Nord (Thessalie, Macédoine, Epire, Thrace) c'était la grande propriété qui occupait la moitié de la superficie cultivable (15). Avec la réforme agraire toutes les propriétés dépassant une superficie de 10 à 50 hectares, suivant les régions ont été expropriées et réparties aux paysans.

Par exception il a été laissé aux propriétaires pratiquant le faire valoir direct une étendue de 50 à 200 hectares, selon la densité de la population de la région, où la propriété était

(14) Elle est calculée par M. Mylonas, ex-ministre de l'agriculture à 11 stremmes en moyenne (1,1 hect.) pour le Péloponèse et moindre pour les îles. (Voir article dans le journal *Eleftheron Vima* 28 février 1927. Le fait aussi que, pendant les distributions des terres nationales effectuées à différentes reprises par l'Etat pendant le XIX^e siècle, les lots à acheter ne devaient pas être supérieurs à 10 hectares, a aussi aidé à la prépondérance des petites propriétés.

(15) EVELPIDIS, La réforme agraire en Grèce (en grec), p. 12. SIMONIDIS, L'Economie rurale de la Grèce dans la série grecque de l'Institut Carnegie, p. 168,

située. Les lots distribués aux paysans cessionnaires varient suivant les régions et la qualité des terres de 2 à 15 hectares.

Ils ont été ainsi distribués 716.311 hectares des domaines expropriés à 125.583 familles dont 96.474 d'indigènes et 20.109 de réfugiés. En outre, ils ont été distribués à 120.163 familles de réfugiés 616.755 hectares de terre appartenant à des émigrés Turcs et Bulgares (16). La petite propriété a donc été généralisée et par conséquent le besoin de s'associer est devenu pour nos agriculteurs pressant.

B) LE MOUVEMENT COOPÉRATIF AGRICOLE EN GÉNÉRAL

1° *Le mouvement au XVIII^e siècle*

Avant de donner quelques renseignements sur l'activité des coopératives de production et de vente en Grèce, nous allons tracer un bref aperçu du mouvement coopératif parmi les agriculteurs grecs.

On peut le séparer en trois périodes bien distinctes : l'une allant du XVIII^e siècle à l'Indépendance (1821-1830), l'autre de cette date à 1915 et la troisième de 1915, époque où fut votée la loi 602 « Sur les Coopératives » jusqu'à nos jours.

Au XVIII^e siècle (temps où dans les autres pays on était encore au stade des tâtonnements) on trouve dans les municipalités grecques de nombreuses sociétés, ayant des traits coopératifs très marqués (1). Elles étaient surtout maritimes

(16) EVELPIDIS, Les Etats balkaniques, p. 90.

(1) F. BOULANGER, Ambélakia ou les associations et les municipalités helléniques. On peut trouver une riche bibliographie sur ce sujet dans l'ouvrage de M. KALITSOUNAKIS. Histoire de l'Economie Politique (en grec), Athènes 1929.

et industrielles (transformations manufacturières des produits, etc...) Quelques unes, comme celle d'Ambelakia, de Chio et autres étaient plutôt des coopératives agricoles. Leur origine est due au système existant pendant la domination turque pour la perception de l'impôt. Celui-ci n'était pas perçu par des rôles personnels, mais il était dû par la municipalité, qui le répartissait parmi ses membres. Cette association, forcée au commencement fut peu à peu étendue volontairement sur toutes les activités des habitants du pays et les organismes qui en découlèrent furent très nombreux et très prospères. Ainsi toute la flotte grecque dont l'existence a grandement contribué à l'Indépendance de la Nation était l'œuvre des coopératives maritimes, formées entre marins, constructeurs, commerçants de matières premières, etc... Dans ces organismes il n'y avait pas de salariés ; tous si humble que fût la fonction qu'ils remplissaient, avaient un droit sur les bénéfices, proportionnel au travail fourni. Le capital avait une rémunération limitée, d'ordinaire un intérêt de 12 à 15 % ; toutes ces Sociétés dissoutes pendant la Révolution grecque ne furent pas reconstituées par la suite, peut-être parce que cette institution s'était développée pendant le temps de l'esclavage.

La Coopérative d'Ambelakia.

Pour faire mieux apparaître les traits caractéristiques de ces associations nous allons donner un bref aperçu de l'activité d'une d'entre elles, la Coopérative d'Ambélakia, arrivée à une prospérité tenant du prodige. Elle a été fondée au capital de 100.000 piastres, probablement vers 1788 et complètement refondue en 1795, entre les habitants de vingt-deux villages de la Thessalie dans le but principal d'exercer l'industrie

de la confection du fil à coton, et de sa teinture en rouge au moyen de la garance. Les cultures de ces deux plantes étaient à la base de l'opération. Mais ce n'était pas là toute son activité. On pourrait dire d'elle aujourd'hui qu'elle fonctionnait en même temps comme une coopérative de transformation, de vente, de consommation, comme caisse de crédit et d'assistance mutuelle et comme association pour l'exécution d'œuvres d'intérêt collectif.

Elle était administrée par cinq Commissions élues par une Assemblée générale composée de tous les travailleurs âgés de 21 ans et plus.

Ces Commissions étaient :

1° La Commission de la Régence, qui était l'arbitre dans les différends, et s'occupait de la répartition et de la levée de l'impôt.

2° La Commission Administrative qui administrait les champs communaux et les œuvres d'intérêts collectifs entretenues par l'Association.

3° La Commission Agricole qui « surveillait l'exploitation « des produits agricoles consistant principalement en coton, « vin, tabac, soie, huile, et s'occupait des améliorations à « apporter dans les cultures. » (2)

4° La Commission Industrielle qui s'occupait des améliorations à apporter dans les exploitations industrielles.

5° Enfin la Commission de Contrôle qui vérifiait les livres.

Cette Association surtout dans sa partie industrielle et commerciale fut très prospère. Elle possédait en 1810 un

(2) Voir BOULANGER, Ambelakia, etc., p. 21.

capital de 20.000.000 de francs. Elle possédait des comptoirs à Constantinople, Smyrne, Vienne, Amsterdam, Londres, Odessa, et dans plusieurs villes de l'Allemagne, fondés et dirigés par les plus expérimentés de ses associés, riches ou pauvres, qui étaient envoyés là aux frais de l'Association.

Les parts sociales étaient de 5.000 piastres au minimum, mais les plus fortes ne pouvaient pas dépasser 20.000 piastres, et cela selon la disposition du pacte social — disposition proche de l'interdiction que les coopératives modernes établissent pour leurs membres de posséder plusieurs parts — pour que les riches ne puissent absorber tous les bénéfices et subjuguier la Société. D'ailleurs, pour participer aux bénéfices on n'était pas obligé d'avoir souscrit une part. Le plus humble travailleur y participait avec son travail comme seul apport. D'autre part les ouvriers pauvres pouvaient aussi réunir leurs épargnes pour former une part. Les associés avaient la faculté de se retirer et obtenaient le remboursement de leurs parts (Art. 4 du pacte), chose qui rappelle le capital et personnel variable d'aujourd'hui. L'Association pouvait aussi exclure un associé si, selon ce même pacte « il était incorrigible et marchait dans la route du mal ». L'Association donc n'était pas simplement une association des capitaux, mais elle avait aussi un but moral et éducatif. Cela devient plus clair par la disposition assez curieuse de l'article 3 du Pacte Social. On y voit que les parts sociales ne bénéficiaient pas automatiquement d'une plus-value relative à la prospérité de la Société... « Dans l'espace de ces trois années, et avant les derniers six mois, les parts des associés devront être révisées ; les moins capables resteront avec les mêmes parts, qu'ils avaient, mais les parts de ceux qui se seront montrés plus capables seront augmentées progressivement jusqu'à la sixième année, sans

cependant que la part des autres soit diminuée. » On trouve aussi l'interdiction pour les associés d'exercer un négoce particulier et de traiter avec des personnes étrangères à la coopérative, sans l'intervention de celle-ci, interdiction qui, malheureusement, n'est pas toutes les fois édictée par les coopératives modernes. L'Association accordait des avances aux associés nécessiteux au taux de 12 % pour leur permettre de se procurer des outils ou tout autre chose dont ils avaient besoin.

La partie agricole qui nous intéresse, fonctionnait en coopérative de vente et d'achat. Toute la production, coton, vin, tabac, soie, huile, qui dépassait les besoins de la famille était apportée à l'association et à une Commission de cinq membres appelés Pourvoyeurs. Ceux-ci étaient en correspondance avec les agents de l'Association et recevaient par chaque courrier le prix des denrées sur les différentes places. D'après ces renseignements on réglait tous les deux mois le prix des denrées du pays, déduction faite du prix de transport et d'une commission de 2 % perçue au profit de l'Association. Pour les marchandises reçues, les pourvoyeurs donnaient une quittance qui pouvait être réalisée tout de suite à la Caisse générale de l'Association. Enfin, la Société d'Ambélakia possédait dans ses magasins, tant les produits du pays que ceux de l'étranger qu'elle vendait à ses membres au prix coûtant.

Dans la répartition des bénéfices, l'on tenait compte autant du travail exécuté que du capital apporté. Avant tout partage, un prélèvement était fait qui couvrait le prix d'achat du blé pour les ouvriers pauvres, les dons forcés au Pacha, les frais d'hôpitaux, d'écoles, de routes, de bibliothèques, d'imprimerie, d'églises et toutes œuvres d'intérêt collectif que l'Association entretenait. Après on prélevait les frais généraux (administra-

tion, loyers de bureaux et d'agences à l'étranger, voyages) et la rémunération du capital au taux de 15 % selon Boulanger, de 10 % selon Kalitsounakis et à la fin on procédait à la répartition des bénéfices au prorata de la quantité et de la qualité de la matière fournie par chaque associé propriétaire d'un champ de coton ou au prorata des journées de travail fournies par un non-propriétaire et suivant la catégorie à laquelle ce dernier appartenait. Cette répartition des bénéfices se faisait par l'Assemblée générale qui fixait aussi la rémunération des autres employés de l'Association (caissiers, comptables, etc...).

Les bénéfices furent tels qu'un bien-être inouï se répandit dans toute la région. « L'Association put entretenir dans chaque village, des médecins chargés de veiller à la santé de tous les habitants, établir des écoles de différents degrés, des entrepôts de blé, et de tous les produits agricoles et industriels du pays et de l'étranger, des hôpitaux, une caisse pour les travailleurs devenus infirmes, une bibliothèque, un cabinet de physique expérimentale, etc... » (3) Mais une telle prospérité attira la jalousie du despote, et Ali Pacha de Janina ravagea Ambélakia. En plus, 10.000.000 de francs déposés par l'Association à Vienne furent engloutis dans la banqueroute financière de l'Autriche en 1811, et cela hâta la fin de la Société. Comme nous l'avons dit, la guerre de l'Indépendance d'abord, la révolution industrielle de l'Europe ensuite ne permirent la reconstitution d'aucune de ces sociétés.

(3) Passage des notes écrites par F. BOULANGER sous la dictée de Drossos Drossinos, ancien membre de cette Association. Voir BOULANGER, op. cit., p. 93.

2° Le mouvement au xix^e siècle et jusqu'en 1915

Pendant tout le xix^e siècle les associations coopératives disparaissent, il est vrai qu'on en trouve couramment parmi les éleveurs, mais elles sont des associations de fait, primitives.

Elles se rencontrent surtout sous deux formes. Une pour le louage des pâturages en commun ; des paysans possédant quelques têtes de bétail se réunissaient sous la conduite d'un chef qui exerçait une sorte de direction passant les contrats, répartissant les pâturages aux bergers, veillant à la transformation et à la vente des produits. Autre pour la transformation en commun du lait en fromage ; les associations de cette catégorie étaient formées parmi les paysans qui possédaient une ou deux têtes de menu bétail et les faisaient paître sous la garde des bergers salariés dans les communaux. Elles fonctionnaient de la même façon que les fruitières françaises.

Ce n'est que vers la fin du xix^e siècle et le commencement du xx^e qu'on en trouve dans la forme coopérative moderne. Une première fut fondée à Kymi (Eubée) en 1879 comme caisse d'épargne et de crédit mutuel, et elle fonctionna jusqu'en 1912 ; mais elle n'a pas eu d'influence sur le mouvement de même que celle fondée en 1893 à Vitina sous forme d'Association d'achat en commun. Celle qui donna l'essor au mouvement et qui servit de modèle aux autres qui se constituèrent après elle, c'est la coopérative d'Almyros (Thessalie). Elle était constituée en 1900 sous forme de syndicat professionnel et dans le but d'accorder des prêts à ses membres. En dehors

de ces prêts, elle mettait à leur disposition une moissonneuse qu'elle avait à sa propriété. A la promulgation de la loi sur les coopératives (1915) elle possédait un capital de 80.000 drachmes, deux moissonneuses, une batteuse et une machine d'égrenage du maïs.

C'est aussi vers cette même époque que les théoriciens de la coopération et surtout le regretté Jassemidis, alors inspecteur d'agriculture et dans la suite directeur au Ministère de l'agriculture, commencèrent à propager ses avantages. Une à une les coopératives se constituent ; depuis 1910 leur nombre augmente plus vite et lorsqu'en 1914 le projet de la loi sur les coopératives fut déposé à la Chambre, il y en avait une vingtaine. La plupart d'elles étaient des caisses de crédit ; il y avait aussi une huilerie, une coopérative apicole, et deux caves coopératives dont l'une, constituée sous forme de Société anonyme, la « Société Megareenne, des vins et spiritueux » avait pu adoucir la crise dont souffraient les viticulteurs de Megara. Elle avait dès sa première année traité 500.000 ocques de moût formant le 1/15 de la production totale de la région et réalisé des bénéfices de 30 %.

3° *Le mouvement depuis 1915*

Depuis le vote de la loi sur les coopératives, l'évolution a été prodigieusement rapide surtout pour les coopératives agricoles. Sur 6.728 coopératives existantes en 1929 les 5.186 étaient des coopératives agricoles. Le tableau ci-après nous montre le rythme de leur évolution.

Années	Nombre des Coopératives fondées chaque année	Années	Nombre des Coopératives fondées chaque année
1915	150	1923	408
1916	197	1924	577
1917	275	1925	1033
1918	168	1926	315
1919	124	1927	333
1920	257	1928	446
1921	327	1929	501
1922	317		

Soit en tout 5.428 dont fonctionnent les 5.186 et furent dissoutes pendant ces quinze ans, 242. Cette augmentation rapide est due surtout au besoin qui existait pour l'agriculteur de se libérer des usuriers et de s'assurer des crédits à des conditions favorables et aussi à la crise qui sévissait dans l'agriculture grecque et surtout dans la viticulture ; les encouragements cependant de l'Etat tels que, exemptions d'impôts et de droits de douane ainsi que la propagande faite par lui et par la Banque Nationale, ne furent pas pour peu dans cette évolution.

Les coopératives en 1929 se répartissaient de la façon suivante :

Coopératives de crédit	3912	soit	75,43 %
Coopératives d'achat en commun	190	»	3,66 %
Coopérative de vente	394	»	7,59 %
— de transformation	237	»	4,57 %
— diverses	453	»	8,73 %

Ce dénombrement ne saurait nous conduire à des conclusions sur la prépondérance de telle ou telle catégorie. La loi n'interdisant pas la poursuite de plusieurs buts, aucune spécialisation n'existe dans les différentes coopératives. Ainsi les caisses de crédit procèdent à des achats ou ventes en commun où elles mettent à la disposition de leurs membres des machines agricoles qu'elles possèdent en propriété et les coopératives de transformation et de vente de leur part accordent des prêts à leurs membres et pratiquent des achats en commun. Il est cependant incontestable que les opérations de crédit tiennent la place prépondérante. Des coopératives classées sous la rubrique *diverses*, la plupart sont des coopératives de production proprement dites et leur nombre est relativement important, surtout si on le compare avec le nombre des coopératives analogues, existant aux autres pays. En effet parmi elles, 279 sont des coopératives d'achat et de fermage de terre et de pâturages et 124 de gestion de propriétés indivises. On y trouve aussi 13 d'irrigation, 1 de drainage, 1 de travaux contre les inondations. Celles qui sont les moins développées sont les coopératives d'assurance du bétail et de la production ; on n'en rencontre que cinq.

Si l'on examine l'évolution du mouvement par régions on constate que les premiers à se servir de la coopération furent les viticulteurs du Péloponèse. On peut dire qu'ils attendaient qu'un instrument soit mis dans leurs mains pour s'unir et avancer dans la voie du progrès. Très intense est aussi le mouvement parmi les agriculteurs de la Macédoine Orientale et de la région du Pélion (Volo), dans les îles Ioniennes et celle du Mytilène. Dans les autres régions le mouvement s'accroît de jour en jour mais dans une allure moins rapide. La cause de cette différence se trouve dans ces faits : 1° les paysans

des premières régions et surtout ceux du Péloponèse sont plus avancés ; 2° ces régions, d'une part, s'occupent des cultures exigeant des frais d'exploitation très grands (vigne, tabac), par conséquent elles ont besoin de capitaux, de roulement plus importants et d'autre part elles sont plutôt des régions de monoculture et par là elles sont plus facilement et plus fortement soumises aux crises, que les régions où l'on remarque une diversité de culture. Leurs cultivateurs sentent donc plus vivement le besoin de s'unir. Le fait aussi que la propagande de l'Etat a été plus activement exercée dans ces régions a peut-être eu quelque influence.

Le nombre aussi des membres et les capitaux ainsi que le chiffre d'affaires augmentent considérablement d'année en année. Le nombre des membres a suivi cette progression :

	Agriculteurs coopérés	Augmentation par rapport à l'année précédente
En 1921	70.400	
1922	91.773	30 %
1923	110.820	20 %
1924	167.258	50 %
1928	226.300	35 %

Du fait qu'on ne remarque pas en Grèce aucune spécialisation dans les coopératives on ne risque pas de faire des doubles emplois et ce nombre représente exactement la population agricole coopérée. On peut donc dire que le tiers, à peu près de la population active agricole est coopéré. Si même on met en ligne de compte les 1585 coopératives obliga-

toires (4) formées entre les paysans colonisés comprenant 93.000 membres, cette proportion est largement dépassée.

Dans les capitaux aussi on constate ce même mouvement ascensionnel. Ainsi en 1923 ils étaient calculés par M. Jassemidis (5) à 44.352.000 drachmes dont 16.098.000 versées. En 1928 les capitaux déclarés étaient à 158.000.000 et les capitaux versés de 96.400.000 drachmes ; ils ont donc dans l'espace de cinq ans presque quadruplé.

Les coopératives adoptent pour la plupart la responsabilité limitée. En 1928 sur 4927 coopératives agricoles, seulement les 510 étaient à responsabilité illimitée, c'est-à-dire à peine le dixième. Dans quelques régions cependant ce sont les dernières qui prédominent. Ainsi en Thrace, sur 211 coopératives (1927), les 182, et en Olympie, sur 45, les 33 sont à responsabilité illimitée. Cependant l'augmentation de leur nombre est très lente. La responsabilité est limitée d'ordinaire à dix ou vingt fois la part ; elle était calculée pour 1928 à 1.300.000.000 de drachmes.

Plusieurs coopératives se sont réunies en unions régionales. il y en avait fin 1930 82 comprenant la moitié des coopératives existantes. Toutes ces Unions effectuent pour le compte des coopératives adhérentes et sur leur commande des achats d'engrais, de machines, et d'autres matières nécessaires à l'agri-

(4) Ces coopératives sont surtout formées parmi les paysans bénéficiaires de la réforme agraire pour le paiement de la valeur des terres accordées à leurs membres, mais elles peuvent selon la loi, procéder à toutes les autres opérations qu'effectuent les coopératives facultatives.

(5) Rapport présenté à l'Institut International d'Agriculture, voir traduction grecque dans la revue *Le coopérateur*, 1927.

culture. Elles fonctionnent en même temps comme caisses régionales de crédit et un nombre de jour en jour plus grand — entre elles, interviennent dans la réalisation des produits des membres des coopératives adhérentes. Chez elles fonctionnent aussi des bureaux de comptabilité qui aident les coopératives à la bonne tenue de leurs livres.

Si l'on jette un coup d'œil sur les opérations effectuées par les coopératives, on a le tableau suivant :

Opérations de crédit. — Les opérations de crédit représentent leur plus grande activité ; par l'intermédiaire des coopératives est déversée la majeure partie des sommes mises à la disposition de l'agriculture grecque par la Banque Nationale, d'abord, par la Banque Agricole, maintenant. Et cette activité va grandissante de jour en jour. En 1915 elle ne représentait que les 4 % des sommes prêtées aux agriculteurs. (Sur 4.685.159 drachmes, seulement 223.000). En 1922 elles absorbaient les 50 % (sur 151.301.123 drachmes, 75.557.637), pour arriver en 1928 à 70 % (sur une somme de 1.345.476.453 drachmes, les 998.196.818 drachmes ont été accordées par l'intermédiaire des coopératives). Ces prêts furent accordés moitié sur le crédit personnel des associés, et à un taux de 1 à 2 % supérieur aux taux que les coopératives payaient, moitié sur warrants agricoles. On n'a pas constaté des retards dans les remboursements de ces prêts, car les coopératives et les agriculteurs y ont mis toute leur bonne volonté, comprenant que de ce point en dépendait l'accord.

Les dépôts faits aux caisses de crédits ne sont pas importants. Cependant là aussi on remarque un certain mouvement ascensionnel. Ainsi en 1923 les dépôts étaient à 9 mil-

lions de drachmes (6), en 1928 ils étaient à 30.000.000 (7) et ils vont toujours en augmentant. Quelques coopératives même peuvent déjà faire face aux besoins de leurs membres avec leurs seuls dépôts sans recourir à d'autres emprunts.

Opérations d'achats en commun. — Le nombre des coopératives d'achat en commun est peu important, il va même en diminuant. De 198 qu'elles étaient fin 1928, elles sont descendues à 190 pour 1929. Mais à côté d'elles toutes les autres coopératives effectuent des achats pour le compte de leurs membres. On calculait pour l'année 1923 à 74.000.000 de drachmes les achats en commun, pour l'année 1928 ils étaient suivant les calculs les plus modérés à 180.000.000, pouvant arriver suivant d'autres presque double de cette somme ; elle correspond à 751 drachmes par associé.

Les achats se font surtout en engrais, soufre, sulfate de cuivre et autres matières servant contre les maladies des plantes et dans une proportion moindre en machines. Presque toutes les coopératives possèdent des machines agricoles, moissonneuses, batteuses, tracteurs, etc., qu'elles mettent à la disposition de leurs membres contre le paiement des droits insignifiants, faisant ainsi participer les petites exploitations aux avantages du machinisme.

Les opérations de transformation et de vente seront examinées dans la partie suivante plus en détail.

(6) JASSEMIDIS, Rapport cité plus haut.

(7) TZORTZAKIS, Les coopératives en Grèce, revue *Le Coopérateur*, janvier-février 1930.

CHAPITRE III

Les Coopératives de production et de vente

LES COOPERATIVES DE PRODUCTION OU PLUTOT DE TRANSFORMATION EN COMMUN (1)

Cette forme de coopérative est en Grèce la moins développée. Il y avait bien en 1929, 237 coopératives de production pour la plupart des caves de vinification et huileries, mais leur activité n'était pas telle qu'elle devait et pouvait être. Ce retard est dû en dehors de l'amour-propre du paysan et de sa méfiance envers le travail d'autrui à ce fait. Ces coopératives pour être économiquement avantageuses doivent avoir des installations d'une certaine importance et par conséquent exigent des forts capitaux. Or, jusqu'au moment, ni la Banque Nationale ni

(1) Les renseignements officiels sur le mouvement des coopératives de production et vente en Grèce font complètement défaut, le Ministère de l'Agriculture et la Banque agricole n'en ayant publié aucun jusqu'au moment. Notre étude a du être basée sur nos renseignements et enquêtes personnelles. Nous tenons ici à remercier toutes les personnes et les coopératives qui ont bien voulu nous en fournir,

la Banque agricole n'ont pas été très larges lorsqu'il s'agissait des prêts à long terme ; ainsi de 1.300 millions disposés par cette dernière en 1930 en prêts agricoles, seulement 32 millions ont été à long et à moyen terme. Les coopératives donc n'arrivant pas à se procurer les capitaux nécessaires à leur installation à des conditions favorables exigent de leurs membres de grands sacrifices qui éloignent d'elles le petit producteur ou ne présentent pas un degré de perfectionnement tel pour attirer le grand producteur. Il est vrai que bon nombre d'entre elles, surtout des huileries, en commençant par leurs propres capitaux ont pu avec une petite aide ultérieure des établissements de crédit monter des usines parfaitement outillées. Mais autant que des crédits abondants et à taux bas ne seront pas mises à leur disposition on ne peut pas espérer qu'elles pourront se développer grandement.

Celles qui existent sont ainsi réparties :

Huileries coopératives	60
Laiteries »	45
Coopératives de vinification	122
» de séricicoles	2
» de fabrication de conserves	2
» d'élaboration des produits	6

Nous ne connaissons pas le nombre global de leurs membres. Mais comme la plupart de celles sur lesquelles nous avons des renseignements, sont formées entre 100 et 150 producteurs, on peut le calculer approximativement à 3.000.

Dans toutes ces catégories chaque associé est obligé de posséder des parts en proportion de la superficie des terres culti-

vées ou du nombre des têtes de bétail possédées par lui. Les parts sont d'ordinaire entre 500 et 1.000 drachmes ; très rarement on en trouve d'une somme supérieure. La responsabilité est toujours limitée au décuple ou au vingtuple de la part.

Dans toutes, qu'elles soient des huileries, des caves ou des laiteries, les associés sont obligés d'apporter à la coopérative la partie de leur production — qui peut parfaitement être la totalité — fixée chaque année par décision générale des administrateurs ; en cas d'inexécution, ils sont passibles d'une amende égale aux droits que la coopérative aurait autrement perçus. Le classement et l'évaluation de la valeur de l'apport est fait soit par un expert assisté d'un membre du Conseil d'Administration et de l'intéressé, soit par une commission de trois associés nommés par l'Assemblée. Comme base de l'évaluation sert la teneur en sucre ou en matières grasses ou dans les huileries, seulement la quantité des produits apportés. Le transport se fait par le producteur et à ses frais. Nous n'avons pas de renseignements sur la quantité ou la valeur globale des produits apportés aux coopératives de transformation sinon pour 1923 pour laquelle la valeur était calculée à 4.059.397 drachmes (2). Cette somme doit être grandement multipliée aujourd'hui ; l'activité d'une huilerie comme nous le verrons tout à l'heure la dépasse largement.

La distribution des bénéfices se fait le plus souvent au prorata des parts possédés par chaque associé et plus rarement moitié au prorata des parts, moitié en proportion des produits apportés. Dans les premiers temps de leur installation, quel-

(2) Voir JASSEMIDIS, *Les Coopératives agricoles en Grèce*, Revue *Le Coopérateur*, mai 1927.

ques-unes, — malheureusement pas toutes — affectent tous leurs bénéfices au fond de réserve.

Quant aux résultats obtenus nous en parlerons dans l'examen particulier de chaque catégorie.

Huilleries. — Les huilleries sont les plus actives parmi les coopératives de transformation et ce sont elles qui ont eu les meilleurs résultats. Elles étaient au nombre de 73 en 1925 et de 95 en 1928. La crise qui sévit depuis 1928 dans ce produit les a gravement affecté et a rendu difficile à plusieurs d'entre elles de faire face aux obligations qu'elles avaient contracté pour parfaire leurs installations ; l'année 1929 en a vu se dissoudre 42 ; elles n'en sont restées que les plus robustes. On les rencontre surtout dans les îles de Corfou et de Mytilène. Toutes possèdent des locaux parfaitement agencés pour leur but et sont munies d'installations modernes avec des presses hydrauliques mues par des moteurs de plusieurs chevaux de force. La plupart se sont annexées des raffineries.

Un trait particulier aux huilleries c'est qu'elles acceptent de presser non seulement la production des associés mais aussi celle des non associés, contre paiement des droits dont le montant est fixé par l'Assemblée Générale. C'est une pratique qui, croyons-nous, n'offre pas de véritables services au mouvement coopératif, car le paysan ne se décide pas à adhérer à la coopérative puisqu'il peut avec moins de charges en obtenir les avantages. En plus, la coopérative ne saurait donner aucune impulsion ni exercer aucun contrôle quant aux améliorations culturelles et à la qualité d'une partie importante de la production.

Les parts obligatoires sont proportionnées à la superficie cultivée par chaque associé et les bénéfices sont distribués aux

prorata des parts possédées par eux. Très peu nombreuses sont celles qui tiennent compte à la distribution des bénéfices, même pour une partie, de la quantité d'olives apportée ; il est vrai que la manière dont la possession des parts est réglée atténue cet inconvénient. Les huileries ne sont pas allées jusqu'à l'organisation de la vente. Ce sont les associés eux-mêmes qui s'en occupent, l'huilerie leur remettant une quantité d'huile correspondant à leurs apports. Pour les frais de fabrication, les huileries perçoivent de leurs associés des droits consistant tantôt à une somme d'argent, tantôt à une quantité d'huile. C'est à elle que reviennent les sous-produits.

Nous allons donner un bref aperçu de l'activité de quelques-unes d'entre elles pour illustrer nos renseignements.

Huilerie de Plomari (Mytilène). — Cette coopérative, une des plus actives de cette île, a été constituée en 1924 entre 101 producteurs possédant 1.841 parts, dont le montant fut fixé originairement à 500 drachmes. La crise et les difficultés qui s'en suivirent pour les producteurs ont affecté aussi cette coopérative mais ses associés plus tenaces dans la poursuite de leur but, plus fortunés peut-être ont, pour faire face à leurs obligations, relevé successivement le montant de la part à 1.000 et 1.300 drachmes. Son capital est par conséquent de 2.393.300 drachmes.

Les opérations ont commencé dès la première année. On a procédé à la location d'une usine particulière jusqu'à ce que l'huilerie coopérative soit construite. Celle-ci fut prête pour recevoir la production de l'année suivante (1925). Ses immeubles d'une valeur de 885.540 drachmes comprennent l'huilerie, la chambre de dépôt des machines, plusieurs magasins vastes et bien aérés pour les olives et un pour l'huile d'une

capacité de 10.000 ocques seulement, car la coopérative ne s'occupe pas de la vente et par conséquent, l'huile ne reste dans ses magasins que un ou deux jours jusqu'à ce qu'il soit emporté par les associés.

L'huilerie est montée avec six presses hydrauliques ; elle comprend encore deux moulins, deux lavoirs, 1 broyeur, deux moteurs à pétrole dont l'un de 52 chevaux de force et l'autre de 104. La valeur de ses installations monte à 1.887.826 drachmes. Pour parfaire ces installations un emprunt de 1.000.000 de drachmes a été contracté; dont la plus grande partie est déjà remboursée.

Les associés obligés d'apporter toute leur production à la coopérative. Une amende de 200 drachmes par 500 ocques d'olives est imposée aux contrevenants. Mais jusqu'à présent on n'a pas eu à l'imposer à personne, les associés étant fidèles à leur huilerie.

Les fruits apportés sont soigneusement triés et les fruits sains sont pressés séparément ; le pressage se fait par petites quantités, entre 175-225 ocques pour obtenir le maximum de rendement et la meilleur qualité. On procède d'ordinaire à trois pressions : la première se fait sans eau, les autres avec de l'eau chaude. Un blanchissage de l'huile est opéré après, qui lui donne toute sa pureté.

Les droits pays par les associés pour couvrir les frais de fabrication sont de 150 drachmes pour toute quantité de 500 ocques d'olives. La coopérative accepte, étant autorisée par ses statuts, de presser la production de non associés avec les mêmes droits.

Elle a concentré dans ces trois dernières années 900.000 ocques en moyenne par année, qui forment le quart de la production de sa circonscription. On a ainsi pressé 1.400.000

ocques en 1928-1929, 375.000 ocques en 1929-1930 (récolte déficitaire) 1.000.000 en 1930-1931.

Cette huilerie fonctionne en plus comme caisse de crédit. Elle est arrivée à inspirer la confiance à ses associés et à des particuliers et elle a des dépôts de 1.500.000 drachmes qui lui permettent de couvrir les besoins de ses membres sans recourir à d'autres emprunts.

Des travaux aussi d'électrification sont entrepris par elle, elle possède deux génératrices de courant électrique de 30 et de 60 kw. d'une valeur de 436.485 drachmes. C'est par sa coopérative que Plomari est éclairé à l'électricité.

Une amélioration très sensible de la qualité de l'huile a résulté de l'activité de la coopérative. C'est l'avantage le plus appréciable que ses associés en ont retiré. Ils ont eu en dehors de cela et par la répartition des bénéfices réalisés par l'huilerie un dividende de 6-9 %, selon les années. Une somme de 10 % sur les bénéfices est versée à la réserve et un autre 10 % va alimenter une réserve spéciale. Ses réserves étaient en 1930 respectivement de 85.530 drachmes et de 83.280 drachmes. Des retenues ont été opérées pour les amortissements d'un montant de 466.421 drachmes et 20.000 drachmes ont été disposées pour frais d'assurance.

Les Huileries de Palaïokipi et de Papadou ne sont pas moins actives, elles ont été formées la première entre 144 associés possédant 1.150 parts, la seconde entre 120 devenus plus tard 166 possédant 1.100 parts de 500 drachmes. La responsabilité est à toutes les deux limitée au quintuple de la part. D'après leurs bilans elles possédaient, respectivement des immeubles et installations mécaniques d'une valeur de 1.366.000 et de 850.000 drachmes. Si l'on juge d'après leurs recettes de droits de pressages et de vente des sous-produits, les apports d'olives

y sont abondants. Elles ont réalisé pendant le dernier exercice des recettes de 673.000 drachmes la première, de 500.000 drachmes la seconde. La coopérative de Palaïokipi après les retenues pour les amortissements et les frais généraux a versé son fond de réserve tout le reste de ses recettes, soit 146.000 drachmes. Celle de Papadou y a laissé seulement un 20 %, ayant réparti le reste parmi les associés.

On trouve encore de très intéressants exemples de coopératives de cette forme dans les autres régions. Ainsi l'huilerie coopérative de Pteleos (Thessalie) a eu un fort succès dès sa constitution. Elle a été formée en 1926 par 106 propriétaires d'oliveraies. Les parts ont été fixées à 1.000 drachmes et chaque associé suivant sa fortune fut obligé d'en posséder de une à trente. Toutes les constructions et installations ont été faites avec les capitaux de la coopérative et les apports des associés sans recourir à l'emprunt. On a eu ainsi dans la première année des immeubles d'une valeur de 243.858 drachmes, des installations avec deux presses hydrauliques d'une valeur de 495.044. Les droits de pressage ont été fixés à 6 % pour les non associés et à 10 % pour les associés. Les apports d'olives ont été dès la première année si abondants que pendant toute la période des travaux les deux presses ont travaillé jour et nuit. Les bénéfices sont montés à 174.000 drachmes, mais il faut surtout compter l'importance de l'augmentation du rendement qui a été réalisée au profit du producteur. En effet, dans cette région, le rendement pour les huileries particulières était une ocque d'huile pour 10 ocques d'olives apportées. La coopérative, elle, a pu obtenir la même quantité d'huile avec 6 ocques d'olives seulement et parfois elle a réalisé un rendement plus grand encore. Après ces résultats

la Banque Nationale a ouvert à cette coopérative un crédit de 600.000 drachmes pour étendre ses installations.

En général, on peut dire que les huileries ont pris un bon essor et ont donné des résultats satisfaisants surtout en ce qui concerne la qualité de l'huile dont l'amélioration est très sensible. L'avantage aussi que les producteurs ont tiré du fait qu'ils se sont libérés de l'exploitation des usiniers n'est pas moins important. Il sera beaucoup **mieux apprécié** lorsque les frais de construction payés les cultivateurs auront à leur disposition des huileries dans lesquelles ils pourront presser leur production à très peu de frais.

Coopératives de vinification. — Les coopératives de vinification bien que leur nombre soit important (plus du double des huileries) ne présentent pas une activité égale. Plusieurs d'entre elles ne pratiquent même la vinification en commun, bornant leur activité à la lutte contre les maladies de la vigne. En 1925, on calculait que sur 75 coopératives, les trois seulement présentaient un mouvement digne d'intérêt. Il est vrai que depuis, une cinquantaine de caves nouvelles sont constituées et que plusieurs de celles qui restaient inactives ont développé leur activité. Cependant on ne saurait pour le moment dire que cette catégorie des coopératives a réussi en faisant toutefois des réserves pour quelques exceptions. On les rencontre surtout dans le département de l'Attique et dans les îles (Eubée, Lefcas, Samos, Santorine et Crète). Quant aux détails de leur fonctionnement (obligations des associés, opérations, etc.), elles ressemblent aux huileries avec la seule différence que les caves s'occupent aussi de la vente du vin de leurs associés.

Une bonne activité présente les associations de l'île de

Lefcas, une des îles ioniennes à population purement agricole. La culture de la vigne y forme la principale ressource des habitants. Les coopératives ont été constituées sur l'initiative de la « Caisse de défense de la production vinicole » de Lefcas, qui leur sert d'Union Centrale. Lorsqu'en 1925 cette Caisse a été fondée et a entrepris la formation des coopératives le prix que le producteur recevait pour son vin était à cause des manœuvres de différents intermédiaires tellement avili qu'il ne couvrait plus les frais d'exploitation. La production était diminuée de moitié par rapport à l'avant-guerre. Pour remédier à cet état des choses la « Caisse », malgré qu'elle avait le droit de former des associations obligatoires dans ses quatorze circonscriptions, a préféré agir par la persuasion et peu à peu onze coopératives ont été constituées comprenant 1.900 membres, c'est-à-dire les 80 % des viticulteurs de l'île.

La « Caisse » ou plutôt l'Union Centrale des coopératives de Lefcas, puisqu'elle s'est transformée en telle, possède des immeubles d'une valeur de 374.000 drachmes et des installations (presses, etc.) d'une valeur de 388.000 drachmes. C'est elle qui s'occupe de la vente du vin des associés. Dès sa constitution elle s'est mise en contact avec d'importantes maisons de l'étranger et elle a pu écouler la production des associés à des prix de 50 %, et même de 100 % supérieurs de ceux qu'on obtenait du commerce. De 6 drachmes par degré alcoolique que le vin était acheté par le commerce local, elle a pu le placer et malgré la résistance de celui-ci à 9 et 12 drachmes par degré. En 1928 et 1929 elle a pu l'écouler à 20 drachmes par degré. Pendant les trois premières années le cinquième de la production de l'île, soit 41.574 hectolitres a été écoulé par son intermédiaire. A côté des opérations de vinification et de vente l'Union Centrale de Lefcas a accordé des prêts à ses

membres et surtout elle a procédé à des achats en commun, des engrais, soufre, sulfate de cuivre, etc., tâchant ainsi de réduire le coût de production.

A l'île de Santorine fonctionne aussi un organisme pareil. Cinq groupes analogues ont été formés à l'île de Crète pour procéder à une vinification scientifique et unifier le type de vin de chaque région de cette île, de façon d'en faciliter l'écoulement. Etant fondés en 1930 ne peuvent pas encore présenter d'autre activité que celle relative au perfectionnement de leurs installations. L'un de ces groupes « l'Union des Coopératives de vinification de Castelli » comprend 15 coopératives formées entre 900 viticulteurs. Cette première année de son fonctionnement, elle s'est occupée de la construction des caves et en général de ses installations. Ses caves seront d'une capacité de 1.000.000 d'ocques ; déjà quatre, d'une capacité de 200.000 ocques lui ont été livrées. Les restes seront prêtes pour recevoir la récolte de 1931. Dès qu'elle a pris possession des quatre premières caves, l'Union a invité ses membres de lui apporter leur vin de la récolte de 1930 ; il a été mélangé par les spécialistes de la coopérative pour former un type qu'on tache de faire connaître sous la marque du vin de « Kissamos Occidentale ». L'Union fait des démarches pour son placement et elle en avait déjà des offres intéressantes.

Les producteurs de coton se sont aussi réunis d'abord dans le but d'obtenir des crédits à conditions favorables et procéder à des achats en commun, ensuite pour procéder en commun aux élaborations nécessaires de leur production. On en rencontre dans les départements de l'Attique et de Laconie. En 1928, les coopératives de Livadia, Petromagoula, Romeiko, etc. (Attique) se sont réunies pour l'achat de deux usines d'égrenage du coton d'une valeur de trois millions de drach-

mes. Les coopératives y ont disposé leurs capitaux et un apport en nature de 4 % de la production de chaque associé. En 1929, une nouvelle usine coopérative a été mise en fonctionnement à cette même région. Ces coopératives, en dehors de l'égrenage et de la préparation du coton visent aussi la vente et surtout l'amélioration de la qualité par l'emploi des semences sélectionnées et par la lutte contre les maladies du coton.

Les laiteries coopératives, quoiqu'elles sont au nombre de 45 ne possèdent pas des installations pour la fabrication du beurre et du fromage. L'Etat étudie à présent la construction des laiteries parfaitement outillées qu'il mettra à la disposition des coopératives laitières (1).

On signale aussi l'existence de deux étouffoirs coopératifs des cocons du ver à soie.

2° LES COOPERATIVES DE VENTE

La vente en commun se pratique sur une échelle plus grande que la transformation en commun. Elle s'est surtout développée pour les produits dont les débouchés se trouvent à l'étranger tels que le raisin sec de Corinthe, le tabac et les olives de table. Elle a tendance à se développer aussi pour les produits de conservation difficile tels que les fruits et les primeurs et tout dernièrement pour les céréales. On espère d'ici peu assister à un développement plus rapide de cette

(1) Renseignements fournis par M. Michopoulos, Inspecteur général des Coopératives.

sorte d'opérations car la Banque agricole tâche de pousser les paysans à l'emmagasiner et la vente en commun de leurs produits. Au commencement de 1930, le lendemain de sa constitution, elle a adressé aux coopératives sur ce sujet une circulaire en leur assurant tout son appui pour cette catégorie d'opérations.

Les coopératives de vente se répartissent ainsi :

Coopératives de vente de raisin sec	244
» » de tabac	83
» » d'olives, coton, soie et autres ..	40
» » de figues	8
» » de fruits	1
» » de résine	4
» » de raisin de table, cédrats, trèfle miel, oranges (une de chaque).	5

Elles sont donc au nombre de 394, soit une proportion de 7,59 % du nombre total des coopératives agricoles. Mais à côté d'elles d'autres coopératives et surtout les caisses de crédit s'occupent de la vente et, s'il y a lieu de l'emmagasiner des produits de leurs associés. Le montant de ces opérations va toujours en augmentant, ainsi on les calculait en 1923 d'une valeur de 149.038.109 drachmes (1) et en 1928 d'une valeur de 235.000.000 et cette somme même est certainement au-dessous de la réalité puisque seules les ventes en commun du raisin sec ont été pour l'année 1927 de 186.171.728 drachmes et que dans des régions comme la Macédoine Centrale et Occidentale où les ventes en commun

(1) JASSEMIDIS, Les coopératives agricoles en Grèce. Rapport cit.

étaient inexistantes en 1923 — on les calcule à 147.000 drachmes en 1926 — ont été en 1928 de 30.000.000 de drachmes. Dans certaines régions viticoles, elles comprennent la plus grande partie de la production. La vente directe à l'étranger se développe aussi, mais pour le moment, elle ne se pratique que pour une petite partie de la production.

Les parts sociales sont d'ordinaire fixées à 500 ou 1.000 drachmes et souvent elles sont plus petites. Chaque associé est obligé d'acquérir des parts en proportion de la superficie cultivée par lui, mais jamais ne peut dépasser un nombre maximum, fixé par les statuts, le plus souvent cent parts.

Les coopératives de vente proprement dites obligent leurs associés de leur livrer toute leur production, sous peine d'amende. Les autres qui s'occupent accessoirement de la vente, les laissent libres de vendre eux-mêmes s'ils le préfèrent sauf dans les cas spéciaux où l'Assemblée générale aurait autrement décidé. L'associé est obligé d'apporter lui-même sa production à la coopérative. La livraison est vérifiée par le Conseil d'Administration et par l'employé désigné par lui. Un classement aux types fixés par l'Assemblée générale des associés est fait par les personnes chargées de la réception des livraisons.

Les coopératives font des avances aux associés qui vendent par leur intermédiaire. Le montant de ces avances est fixé par l'assemblée générale à tant de drachmes par stremme cultivé.

La vente se fait par le Conseil d'Administration avec le consentement d'une assemblée des associés qui ont livré des produits.

Raisin sec. — Il y a à présent 244 coopératives ayant pour

but principal la vente du raisin sec. A côté d'elles presque toutes les caisses de crédit du Nord-Ouest du Péloponèse s'occupent de la vente de ce produit. Les coopératives ont pu éliminé le plus grand nombre d'intermédiaires surtout les petits épiciers de village qui jouaient le rôle de courtier et qui, en fait, suçaient le sang du paysan. La vente se fait directement au commerce d'exportation, la vente directe à l'étranger n'est encore pratiquée que sur une échelle très limitée. Ce sont surtout les coopératives de Vostitza qui la pratiquent le plus ; sur une production moyenne de 30.000.000 de livres vénitiennes, elles vendent ainsi 6-9 millions par année. Dans les autres régions on rencontre quelques Unions qui font de pareilles expéditions mais en général ce mouvement est encore faible.

La production est le plus souvent emmagasinée en commun. Le plus grand nombre des coopératives procèdent à la location des magasins. Dans la région de Egion (Vostitza), plusieurs coopératives surtout celles affiliées à la Banque de Vostitza (Union Coopérative régionale) possèdent des magasins en leur propriété tant dans les ports que dans les centres de production. Elles en possédaient en 1928 treize d'une capacité de 5.000.000 de livres, c'est-à-dire pouvant contenir le sixième de la production de la région et en plus 6 usines coopératives d'emballage et de nettoyage du raisin qui suffisaient d'emballer toute la production des associés. L'emballage se fait dans des boîtes en bois d'une contenance de 45 livres vénitiennes (25 kilos). Dans les autres régions les magasins coopératifs sont plus rares. Ainsi dans la région de Corinthie parmi 44 coopératives s'occupant de la vente du raisin seulement 7 possédaient en 1927 des magasins Les Unions, cependant, possèdent toutes des magasins parfaitement agencés pour leur but. A ce

manque va remédier la construction des magasins du comptoir Central du Raisin de Corinthe qui, comme nous allons le voir, seront mis à la disposition des coopératives.

Les coopératives reçoivent des associés une petite commission pour les frais de magasinage. On décale en plus de la quantité apportée un 2 % pour tous déchets éventuels. Ce sont là tous les bénéfices des coopératives provenant de cette activité.

La fixation du prix payé au producteur varie suivant les régions et les coopératives. Le plus souvent c'est le cours du jour ; la vente se fait comme nous l'avons dit par le Conseil d'administration sur le consentement d'une assemblée d'associés qui ont livré des produits pour la vente, chacun donc obtient le prix du jour où il a consenti à la vente de sa production. Plus rarement, c'est le cours moyen de l'année qui est considéré. La banque agricole de Calamata (Union régionale) par exemple, a formulé une telle règle pour ses 60 coopératives par des dispositions statutaires

D'après les renseignements fournis par le Comptoir Central du Raisin de Corinthe le mouvement coopératif parmi les producteurs de Raisin sec peut être ainsi exprimé pour l'année 1927.

Il y avait 947 coopératives dont 619 coopératives de crédit faisant accessoirement des opérations de vente et 192 coopératives de vente. Elles étaient réunies à 18 Unions régionales comprenant 462 membres — coopératives réunissant à leur tour 20.557 agriculteurs. Le nombre total des producteurs de raisin sec coopérés était 27.684 possédant les 65 % de la superficie cultivée en raisin.

L'avoir social se présentait ainsi :

	Capital déclaré	Capital versé	Réserve ordinaire	Réserve spéciale
Coopératives	24.589.064	17.953.964	2.419.021	3.760.652
Unions de Coop	4.642.400	3.583.032	946.753	1.459.410

Les emprunts contractés montaient à 140.463.702 drachmes dont 89.741.264 sur le crédit personnel des associés et 50.722.437 sur warrants agricoles. Les prêts accordés à leurs membres sont montés à 176.277.673 drachmes dont 114.278.114 ont été accordés comme prêts cultureux. Les frais d'administration ont été pour cette même année de 2.212.675 pour les coopératives et de 1.647.987 pour les Unions.

Les quantités emmagasinées et vendues en commun correspondent suivant les régions de 25 à 80 % de la production.

Ainsi les coopératives de la région d'Egion (Vostitza) sur une production totale de 30.000.000 de livres vénitiennes traitent les 22.000.000.

En Messinie sur une production totale de 88.000.000 de livres vénitiennes, 27.702.841 livres ont été vendues en commun ; dans ce même département, dans les communes du sud de la province de Triphyllie sur une production moyenne de 15.473.000 livres les 12.600.000, c'est-à-dire 78 % prennent le chemin des magasins coopératifs et dans la province de l'Olympe sur 16.000.000 de production moyenne 6.180.325 livres sont livrées aux coopératives, proportion qui fait le tiers de la production totale et la moitié de la production des associés calculée à 10.551.000 livres (62 %) de celle de la région. En Corinthie c'est le quart de la production totale — 6.098.299 livres sur 25.000.000 de production — qui est emmagasinée et vendue en commun.

En moyenne la production vendue en commun par les coopératives forme les 40 % de la production totale. Ainsi en 1927 sur une valeur moyenne de 450.000.000 de drachmes de raisin sec vendu, en cette année, une quantité d'une valeur de 186.171.128 drachmes a été écoulée par l'intermédiaire des coopératives.

Leur chiffre d'affaire global a été de 1.314.900.293 drachmes et les bénéfices nets réalisés de 2.897.893 drachmes pour les coopératives et de 1.346.737 pour les Unions des Coopératives.

Raisin sec de Smyrne (raisin blanc sans pépin, sultanina).
— Ce sont la région de Corinthe et l'île de Crète qui en ont la production la plus importante. Dans la première la vente se fait par les coopératives de crédit, et par celles de vente du raisin de Corinthe. Ainsi pendant l'année 1928 ces coopératives ont procédé à la vente de 677.439 ocques de ce produit. Les producteurs crétois étaient restés pendant longtemps étrangers à tout mouvement de coopération. Cela est peut-être dû au fait que cette région est restée longtemps sans inspecteurs et par conséquent aucune propagande relative n'a été faite. Pendant les dernières années 55 coopératives de vente ont été constituées dans les différents départements de l'île et elles ont formé trois Unions régionales. Ces unions ont été fondées dans le but de procéder de la meilleure façon au nettoyage, à l'emballage et à la vente de ce produit. Elles ont déjà procédé à la construction d'installations importantes en vue de ces opérations (2). Ces unions pourront certainement avoir de bons résultats parce qu'elles obligent les coopératives adhéren-

(1) Renseignements fournis par M. Michopoulos, Inspecteur général des Coopératives.

tes à leur livrer toute leur production. Traitant ainsi de grosses quantités, elles pourront obtenir des avantages plus grands.

Les résultats obtenus par ces deux catégories de coopératives et les mesures prises pour l'amélioration de la qualité et de la présentation de leur production nous les examinerons en parlant du Comptoir Central du Raisin de Corinthe dont l'activité a grandement secondé le développement des coopératives comme aussi l'activité de celles-ci a facilité et rendu possible l'application de toutes les mesures de protection et d'amélioration de la production prises par le Comptoir. Celui-ci est un organisme économique autonome ayant pour but la protection de la production et du commerce du raisin sec et force obligatoire pour les producteurs (3).

Comme on le sait, depuis de longues années les viticulteurs grecs traversent une crise aigue parce que non seulement la production arrive au double presque de la consommation normale mais encore parce que les débouchés principaux étant des places étrangères le producteur isolé ne peut y écouler son produit et devient la proie des intermédiaires. Cette crise sévit depuis la fin du siècle passé ; lors de la crise phylloxérique qui a dévasté les vignobles de l'Europe méridionale, les viticulteurs grecs voyant leurs produits appréciés et réalisant des bénéfices jusque là inconnus ont étendu leurs cultures outre mesure. Ainsi contre 34.631 hectares cultivés en 1871, il y en avait 75.000 en 1893 (4). La reconstitution des vignobles dévastés de l'Europe et plus tard le développement de cette production dans d'autres pays tels que la Californie et l'Aus-

(3) Quant à sa nature le Comptoir ressemble aux « enti autonomi » italiens et à l'Office du Crédit agricole français (Exposé des motifs du projet-loi relatif à la Constitution du Comptoir).

(4) TSOUDEROS, *Le relèvement économique de la Grèce*, p. 135.

Il est vrai qu'à présent la superficie cultivée a diminué, elle n'est plus que de 61.795 hectares.

tralie ont provoqué une diminution des exportations et un avilissement énorme du prix qui ont jetté le désespoir parmi nos agriculteurs qui avaient engagés des capitaux énormes à cette culture. Le gouvernement a tâché, par des mesures ingénieuses, mais pas toujours efficaces d'en obtenir la revalorisation et d'éliminer la crise. Après une gestion par l'Etat lui-même, par une banque spéciale et par une société privilégiée, le Comptoir Central du Raisin de Corinthe a été enfin fondé en 1925.

Il serait certainement plus naturel de laisser le règlement du sort du produit aux producteurs eux-mêmes. Mais les institutions purement coopératives, malgré l'extension qu'elles avaient prises, étaient encore trop récentes ; aussi ne furent-elles pas jugées suffisamment mûres pour entreprendre une œuvre d'une telle envergure. C'est pour cette raison que la forme de l'organisme autonome fut préférée.

D'ailleurs dans son administration les producteurs et surtout les producteurs coopérés ont par leur nombre la prépondérance sur les autres intéressés qui y sont représentés soit : sur le commerce d'exportation, l'industrie des spiritueux, l'établissement de Crédit chargé du financement du Comptoir et l'Etat.

Le but du comptoir est, comme nous l'avons dit, la protection de la production et du commerce du raisin. A côté du but final la loi lui trace des buts spéciaux ou plutôt elle fixe dans leurs lignes générales les moyens par lesquels, le Comptoir pourra atteindre son but final et ce sont :

1° Quant à la production : l'étude, la propagande, le soin de l'application des procédés scientifiques pour l'amélioration de la qualité et l'abaissement du coût de production ; l'achat

en commun des matières ou outils nécessaires à la culture ; l'assurance de la production.

2° Quant au commerce : l'emmagasiner en commun et pour le compte des intéressés et sur leur commande, la formation des types fixes, la publicité et en général l'extension des débouchés, la systématisation de l'offre par l'organisation des bureaux de réception ou d'expositions d'échantillons, la régularisation de l'offre et de la demande soit par des retenues, soit par l'achat des quantités excédentaires et la gestion des quantités ainsi acquises, le soutien du produit par un système spécial de crédit à l'exportation.

Quant au mécanisme pour soutenir le commerce du produit on a gardé le même qu'antérieurement, c'est-à-dire les retenues à exportation et les achats des quantités excédentaires. Chaque année le comptoir fixe, en tenant compte de la production, les quantités destinées à l'exportation et celles destinées à l'industrie ainsi que l'apport en nature que les exportateurs sont obligés d'effectuer (5). Il fixe aussi un minimum de prix contre lequel il se présente acheteur d'un certain contingent des quantités excédentaires (6). Ce système est accompagné des mesures visant à une amélioration plus profonde de la production et du commerce du raisin que nous allons examiner dans la suite.

Pour obtenir l'abaissement du coût de production le comp-

(5) Cet apport est fixé depuis 1925 à 50 % de la quantité exportée.

(6) A l'heure qu'il est on parle d'abolir le système des retenues à l'exportation et de ne laisser que l'achat libre par le Comptoir de toute quantité excédentaire à un minimum de prix fixé annuellement.

toir procède à l'achat en commun des matières nécessaires, surtout de soufre et de sulfate de cuivre pour le compte et sur la commande des Unions Régionales. Sur ce point il ne sert que les agriculteurs coopérés chose qui lui donne le caractère d'une organisation coopérative de troisième degré. Quant aux quantités procurées elles ont été très importantes allant dès les premières années de son existence au double des quantités disposées par le commerce. La différence de prix a été aussi suffisante. Selon le compte rendu de son activité pour sa première année (1925-26) le Comptoir a pu réaliser une économie de 2.000.000 de drachmes au profit de la production.

En plus pour pouvoir répandre des méthodes de culture plus rationnelles il a fondé à Pyrgos un Institut de recherches et expérimentations parfaitement outillé avec en tête des spécialistes très capables. Cette région lui offrit un grand champ d'expérience, mais il en eut deux autres dans différents endroits, (Philiatra, Messini). Des expériences sont faites, sur les meilleurs procédés de culture, de greffage, de protection contre les maladies cryptogamiques, de séchage. Les résultats obtenus sont publiés dans des journaux agricoles, ou, d'autres façons, sont toujours portés à la connaissance des cultivateurs qui peuvent en tirer profit. En dehors de ces indications des mesures sont prises pour conserver la bonne qualité du produit. Ainsi la vendange se fait aux époques fixées pour chaque commune par une commission nommée par le Comptoir. Elle doit en plus être faite en deux tours au moins. Le séchage et aussi sévèrement contrôlée. Les raisins à gros grains doivent être séchés à part. Il est défendu d'étaler les fruits par terre ou sur des aires enduites de fumure et imposés de les mettre sur des aires en ciment ou sur des appareils spéciaux (sorte de tamis) que le comptoir procure aux cultivateurs. 4.825 de

ces appareils ont été délivrés en 1925-26 et 35.655 en 1927. 75.000 en 1928. En plus il a muni tous les producteurs de toiles imperméables pour protéger leur production de la pluie pendant le séchage.

Le Comptoir a le droit de saisir les produits qui ne sont pas traités conformément à ces conditions.

Pour l'emmagasinage il s'est entendu avec la « Société de Magasins généraux » qui l'a entrepris pour une somme relativement peu élevée. Dans ces magasins se fait aussi le pesage et parfois le nettoyage. De cette convention le producteur a gagné non seulement parce que les frais exigés par cette société étaient peu élevés mais encore parce qu'elle portait un grand soin au pesage et à la conservation du raisin de façon que les déchets soient descendus à 1/2 % (7). Le comptoir ne s'est pas borné cependant là ; il a élaboré un plan de construction de magasins qu'il a mis en exécution. Les magasins ainsi construits sont mis à la disposition des coopératives. Fin 1930 il possédait des immeubles (magasins et caves) d'une valeur de 83.231.498 drachmes. Des règles relatives à la propriété et à l'hygiène régissent les travaux de magasinage et d'emballage tant dans les magasins du comptoir et des coopératives que dans ceux des particuliers. Ainsi les magasins doivent avoir le plancher en briques ou en ciment, les ouvriers doivent être munis d'un certificat médical visé tous les trois mois, avoir des blouses et des bonnets spéciaux pendant le travail, l'emballage doit se faire dans des boîtes tapissées de papier ou très rabotées.

(7) Voir la lettre du Comptoir à la Société des magasins généraux publiée au « *Coopérateur* », 1926, p. 120.

Les quantités destinées à la vente et surtout à l'exportation subissent un contrôle spécial extrêmement sévère. Ainsi des raisins contenant des déchets ou matières étrangères ne peuvent être mis en vente ainsi que des raisins non complètement séchés ou non parfaitement nettoyés, ou contenant de gros grains dans une proportion supérieure à 2 %. Les représentants du Comptoir ont le droit d'entrer et de contrôler les produits à tous moments, soit dans les magasins de l'exportateur, soit au moment de l'exportation. En cas d'infraction le service des douanes est obligé d'arrêter le chargement et le produit est saisi.

Le commerce des déchets est interdit ; ceux-ci sont délivrés à des magasins spéciaux appartenant au comptoir.

Pour la protection des meilleures qualités des marques ont été adoptées pour certaines régions, celles de Vostitza, de Corinthe, de Zante, de Pyrgos. Pour prévenir toutes fraudes dans les marques la circulation du produit est réglementée. Ainsi il est interdit d'introduire dans les régions jouissant de ce privilège, du raisin produit dans les autres régions, ainsi que d'apposer la marque sur la production d'une autre région ou même de la région protégée, si elle n'en portait pas la marque à l'exportation.

Toutes ces mesures garantissent la bonne qualité du produit et d'autant plus qu'elles ne restent pas lettre morte mais qu'elles sont rigoureusement appliquées. En cela la bonne volonté des producteurs coopérés a de beaucoup facilité l'œuvre du comptoir. Des pénalités sévères sont d'ailleurs prévues contre les contrevenants.

Pour le commerce proprement dit du produit les efforts du comptoir portent sur deux points.

1° Etendre les débouchés.

2° Décongestionner le marché en dirigeant une partie de la production vers l'industrie.

Pour obtenir le premier de ces buts une publicité active a été entreprise par le comptoir sur les principaux centres de consommation et partout ailleurs où l'introduction du raisin sec fut jugée possible. Il a pris part à de nombreuses expositions commerciales ou agricoles ou a tâché par des publications dans les journaux, tracts, petits films cinématographiques représentant des scènes de la vendange et des manipulations du produit de faire connaître aux consommateurs que tous les soins étaient pris pour la qualité. Cette campagne a apporté un développement de la consommation dans quelques pays où antérieurement elle était insignifiante. Il est vrai que dans le plus grand centre de consommation, l'Angleterre, on a remarqué une diminution, mais cela est dû, en dehors de la crise qui sévit dans ce pays, au fait que de grandes quantités de raisin ont été jetées sur ce marché par la Californie et à des prix de 25 % et parfois de 50 % inférieurs à celui des raisins grecs. Nos producteurs supportant des charges très lourdes n'ont pas pu suivre ce mouvement de baisse et ils ont vu en 1929-30 leur exportation diminuer ; de 86.940 tonnes auxquelles elle s'était retenue grâce aux efforts du comptoir jusqu'en 1928, elle est descendue à 70.229 tonnes. Cette diminution a obligé le comptoir d'abaisser ses prix ; une augmentation de l'exportation de 7.680 tonnes a été signalée, mais on ne saurait pas dire si elle a amélioré la situation des viticulteurs, car les prix pratiqués dernièrement couvrent tout juste les frais d'exploitation.

Dans le but aussi de soutenir et faciliter le commerce du produit le comptoir a tâché de faire cesser la concurrence que producteurs et exportateurs se faisaient pour l'écoulement ; il

s'est entendu pour cela dès sa première année avec la Banque Nationale qui s'est chargée d'accorder aux producteurs des avances sur warrants égales au $\frac{3}{5}$ de la valeur du produit warranté, et au taux de 7 % pour les producteurs coopérés et de 8 % pour les producteurs isolés. Les avances sur warrantage du raisin ont été pour les années 1926-27, 1927-28, 1928-1929 respectivement de 18.191.026 drachmes, de 40.361.249 drachmes et 59.988.588 drachmes. Il y a eu donc une augmentation considérable des quantités warrantées qui a fait cesser les ventes précipitées qui apportaient un avilissement des cours dans les premiers mois de la récolte.

Le Comptoir entretient des bureaux dans les principaux centres de consommation, c'est-à-dire à Londres et Hambourg ; il en a aussi à Paris et à Moscou ; sur les autres places il a des représentants. Tous ces agents lui envoient régulièrement des renseignements sur l'état du marché. Ces bureaux servent surtout d'intermédiaire non pas pour le placement, mais pour la réception du produit et pour la perception de sa valeur. La réalisation se fait par les producteurs eux-mêmes, soit plus souvent, par le commerce d'exportation. Cependant depuis 1926 le comptoir a averti les producteurs que ses bureaux se mettent à la disposition des exportateurs qui peuvent leur envoyer leurs produits avec un mandat en blanc de vendre. 11.818 caisses de 45 livres chacune, c'est-à-dire une quantité de 532 tonnes à peu près ont été envoyés pour la plupart par des coopératives pour qu'elles soient ainsi vendues (8).

L'activité du Comptoir a apporté un relèvement dans les prix ; de 27 à 35 shellings les 1.000 livres vénitiennes qu'ils

(8) Voir « *Bulletin du Comptoir Central du Raisin de Corinthe* » décembre 1926.

étaient en 1925 ils sont montés à 32-38 sh. en 1927 et 42-46 en 1928. Par contre en 1929-30 il y eut une baisse de 9 %.

La quantité qui revient à la propriété du comptoir (1) soit par les retenues en nature soit par les achats pratiqués par lui est dirigée vers l'industrie. Elle lui est livrée, soit comme raisins secs, soit comme raisins frais. Les raisins frais pour la fabrication d'alcool de bouche ou ils sont vinifiés. Le Comptoir pour ouvrir un nouveau débouché à la production a procédé à la construction de caves de vinification. Il y en avait en 1928 quatre groupes, en 1929 ont été mis à l'œuvre neuf autres comprenant 180 réservoirs qui vont absorber en état frais toutes les qualités inférieures de raisin qui ne sont pas marchandes comme secs ; 33.753.708 ocques de raisin frais correspondant à 15.150 tonnes de raisin sec lui ont été livrés en 1928-29, contre une quantité de 11.400.500 ocques livrés en 1927-28.

Tout en s'occupant de la production et de la vente le Comptoir a porté son attention sur l'extension de la coopération et surtout sur le renforcement de la conscience coopérative des producteurs. Il a formé, dans ce but un corps d'inspecteurs qui guident et contrôlent les coopérateurs adhérents. Des cours sur la coopération avaient été organisés à son siège et étaient fréquentés par ses inspecteurs et autres employés. Mais la crise dont nous avons parlé plus haut a obligé le Comptoir de se tourner vers le chemin des économies. Il a donc révoqué tous ses inspecteurs et cessé ses cours. On ne saurait que le regretter.

En portant ainsi son attention sur l'abaissement du coût

(1) L'avoir du Comptoir se chiffrait fin 1930 à plus de 130 millions de drachmes dont les 83 millions en immeubles.

de production, l'amélioration de la qualité et de la présentation, l'extension des débouchés le Comptoir tâche d'adoucir et même d'éliminer la crise qui sévit parmi les viticulteurs grecs, et facilite grandement l'œuvre des coopératives. Tout le monde est d'accord (malgré qu'on lui reproche sa politique au sujet des prix) qu'il sert bien les intérêts de la production.

Tabac. — Comme nous l'avons dit ailleurs, la production grecque de tabac a été ces sept dernières années en moyenne de 583.719 quintaux représentant une valeur de 1.916.809.549 drachmes. Dans la production mondiale, il représente comme quantité les 2.75 % et comme valeur les 4.16 %. Il couvre comme valeur les 3/5 des exportations grecques.

Son commerce se fait surtout par de puissantes compagnies grecques et étrangères qui dominent le marché national. Il y a en plus entre elles et le producteur une foule d'autres intermédiaires qui accaparent la production et prélèvent de gros bénéfices. Ainsi, suivant un rapport présenté, au Congrès National des producteurs de tabac de l'année 1927 de 4 milliards qui sont payés par le consommateur seulement 2 milliards, vont aux producteurs, 400 millions sont absorbés par les impôts, 300 millions par les frais de préparation et fabrication et les 1.300, c'est-à-dire le tiers, revient aux intermédiaires. Les cultivateurs, coopérés d'abord pour obtenir leurs frais d'exploitation pensèrent qu'ils pourraient bien se servir de la coopération pour réagir contre l'oppression du commerce et pouvoir traiter sinon sur un pied d'égalité parfaite, du moins avec plus de force. Ils se sont donc réunis non seulement en coopératives, mais encore en Unions régionales. Il y en a ainsi trois en Macédoine orientale, deux à Thrace, une à Agrinion, une à Lamia, dont les membres possèdent

parfois la majeure partie de la production. Ainsi sur 6.300.000 ocques de tabac produit à la circonscription de l'Union de Drama, les 4.000.000, c'est-à-dire près de deux tiers, appartiennent aux coopératives affiliées à elle (9). Les coopératives de vente de tabac proprement dites sont au nombre de 83, mais comme il arrive pour d'autres produits, plusieurs coopératives de crédit s'occupent aussi de la vente de tabac.

Leur tâche est difficile parce qu'elles ont à lutter contre un commerce ligué en compagnies puissantes et trust qui dictent leurs conditions au marché national. Certainement les agriculteurs ne visent pas pour le moment d'éliminer ces compagnies — chose qui est d'ailleurs difficile et peut-être pas avantageux —, mais ils cherchent à se libérer des autres intermédiaires dont les services fort douteux sont trop onéreux.

Les associés apportent leur production à vendre dans les magasins de la coopérative où elle subit toutes les préparations nécessaires. Les tabacs apportés par les associés sont pesés et classés par qualités (d'ordinaire on en distingue trois). Un reçu en est donné à l'associé, mais le prix n'est pas fixé à ce moment.

Les opérations de préparation à la dessiccation, à l'effeuillage, triage des fougues, au manoquage. Comme on le sait elles exigent des soins continus et beaucoup d'habileté pour avoir le moins de pertes possibles. La dessiccation doit se faire lentement mais sans arrêt, de façon qu'aucune moisissure ne se produise et qu'aucune fermentation ne soit plus tard à craindre. Après on effeuille le tabac et on

(9) Renseignements fournis par l'Union de Drama.

sépare les feuilles en catégorie, suivant qu'elles proviennent d'en bas, du milieu ou de la cîme de la plante. Alors on procède au manoquage, c'est-à-dire à la mise en paquets de 50 feuilles. Les paquets sont réunis en balles de cent. Les coopératives emploient pour ces opérations leurs associés qui y mettent toute leur habileté.

La vente se fait par une commission spéciale ou par le Conseil d'administration, après décision d'une assemblée spéciale des associés qui ont fait des livraisons, elle se fait aux grandes compagnies ou aux commerçants de gros et plus rarement à des groupes de commerçants étrangers.

C'est seulement après la vente qu'on paye à chaque associé la somme qui lui est due en fonction de la qualité et de la quantité apportée et du prix obtenu. Sur cette somme une petite commission est retenue au profit de la coopérative pour couvrir les frais.

Les opérations de vente en commun prennent d'année en année de l'étendue mais les coopératives ont de grandes difficultés à cause de la résistance du commerce. Le mouvement commença en 1924 ; la coopérative de Tsataltza essaya la première la préparation et la vente en commun. Elle a préparé dans ses magasins avec de grands soins par ses propres membres leur production, soit 40 mille ocques de tabac de première qualité, mais à cause du boycottage des commerçants elle n'a pas pu vendre ni cette récolte ni celle de l'année suivante qu'après beaucoup de temps. Et malgré qu'elle avait obtenu un relèvement du prix de 5 drachmes par ocque, l'opération ne fut pas jugée avantageuse parce que les déchets furent grands. Le plus sérieux avantage fut que la somme de 1.000.000 de drachmes, à peu près disposée par la coopérative pour la préparation est restée à ses propres

membres qu'elle avait utilisée comme ouvriers et ouvrières. Quand même, la coopérative a été obligée d'interrompre momentanément ces opérations.

D'autres coopératives cependant ont suivi son exemple et la vente en commun gagna du terrain. Quelques-unes sont arrivées à obtenir un relèvement de 5, 10, voire même 20 drachmes par ocque, malgré que les compagnies tâchent de leur imposer des conditions léonines qui désespèrent les paysans ; tel fut le cas de l'Union de Xanthi qui avait traité en 1927 avec une grand compagnie « la Générale » pour l'écoulement de toute la production de ses membres. Les conditions consistaient à une commission au profit de la compagnie et à la moitié des bénéfices. Elles ont pesé si lourdement sur les producteurs qu'elles furent la cause de livraisons irrégulières.

Cependant des coopératives isolées de cette même région et des autres districts de la Macédoine orientale et de la Thrace ont obtenu un peu plus tard et dans les années suivantes des conditions plus avantageuses. Cette année même 20 coopératives affiliées à l'Union de Drama ont préparé avec tous les soins nécessaires 510.000 ocques de tabac des qualités les plus fines et ils sont en train de la vendre dans les meilleures conditions. Cette quantité forme 1/8 de la production des associés.

Dans les autres régions aussi les producteurs de tabac s'unissent pour la vente, mais le mouvement est encore faible. Ainsi l'Union d'Agrinion tâche de faciliter l'écoulement des tabacs de ses membres. Elle a traité ainsi en 1928 avec une grande Société de Tabac et elle a placé toute la production de ses membres à des conditions avantageuses.

En général la vente en commun du tabac s'étend de plus en plus mais les résultats ne sont pas encore encourageant ; il faut que les coopératives montrent plus de cohésion, traiter seulement par l'intermédiaire de leurs Unions ou même d'une Union Centrale car elles n'ont pas en face d'elles des commerçants isolés mais des organismes commerciaux puissants.

Parmi les cultivateurs des autres produits le mouvement est moindre. On peut signaler l'activité des coopératives pour les productions suivantes :

Olives de table. — On en produit surtout dans les régions du Pelion (Volo) et dans celles d'Amphissa (Salona) et de Calamata. Une grande partie des producteurs de ces régions tâche de faciliter par la coopération le placement de leur produit. Ainsi ceux du Pélion se sont réunis en une Union Régionale sous la dénomination d'Union pour la vente des olives des coopératives agricoles de Pélion, etc... A la région de Saloma, vingt coopératives ont formé l'Union Agricole pour la vente des olives d'Amphissa.

Ce sont surtout les agriculteurs du Pélion qui montrent le plus d'activité. Sur les côtés de cette montagne et dans des sites très pittoresques se trouvent douze villages s'occupant depuis longtemps de l'arboriculture et surtout de celle de l'olivier. Pendant de longues années la crise sévissait à cause de la destruction de la production par la mouche de l'olivier. En appliquant un traitement rationnel les cultivateurs coopérés sont arrivés à obtenir des fruits parfaitement sains et d'excellente qualité, si bien qu'au lieu d'en fabriquer de l'huile ils les vendent en olives. Toutes les coopératives qui s'en occupent sont très prospères, quelques-unes s'occupent de l'exportation. Nous citons à titre d'exemple celle de Ano Karambassi qui expédie ses fruits en Egypte par bateau lui appartenant.

En général on peut dire que l'activité des coopératives, et surtout les soins donnés par elle à la qualité et à la présentation de ce produit, n'est pas complètement étrangère à l'augmentation de l'exportation des olives de table. Ainsi, contre 7.250 tonnes d'olives exportées en moyenne en 1909-13 on constate en 1924-28 une exportation de 11.579 tonnes, soit une augmentation de 37,4 % (10).

Coton. — Pour la vente du coton s'occupent, en dehors des usines coopératives de préparation du coton de Levadée d'autres coopératives spécialisées. Nous citerons celle de Dourali (Sparte). Elle fut constituée en 1926. En 1927 elle a procédé à la vente de la production de coton de ses membres d'une valeur de 1.122.000 drachmes et dans des conditions telles que dans quatre villages voisins d'autres coopératives se constituèrent sur son modèle pour écouler le coton produit par leurs membres. Cette coopérative doit servir beaucoup plus d'exemple parce qu'elle ne s'est pas bornée au placement le plus avantageux de ses produits, mais elle tâche d'en abaisser le coût de production et d'obtenir une qualité améliorée en introduisant la culture mécanique. Ainsi pendant cette même année elle s'est procurée des machines agricoles d'une valeur de 675.000 drachmes qu'elle a mis à la disposition de ses membres contre le paiement de droits insignifiants. Les bénéfices réalisés par elle ont été : 64.951 drachmes par les ventes opérées, et 166.567 drachmes par le louage des machines.

(10) PHILIPPOPOULOS, « Sur le commerce des huiles et des olives ». Rapport présenté au Congrès national oléiculture 1930.

Figues. — Dans notre dénombrement figurent 6 coopératives pour la vente des figues. Mais pour le moment elles ont beaucoup de difficultés à cause d'une maladie (ver) qui ravage la production et toute leur activité se concentre sur ce point. Elles se sont adressées à l'Etat et au Comptoir Central du raisin de Corinthe pour les aider à l'amélioration de la qualité et du commerce de leur produit. Un organisme autonome figuier a été constitué, en 1930 pour l'étude et la production de la production des figues. On peut espérer que son activité va animer le mouvement coopératif parmi les producteurs des figues.

Fruits. — Dans le dénombrement figure une seule coopérative pour la vente des fruits. Cependant la vente en commun se pratique parfois, tant pour les fruits que pour les autres produits maraîchers, par les coopératives de crédit. Ce sont les producteurs de la région de Nauplie et surtout ceux des îles de Cyclades qui commencent l'expérience et qui sentent le besoin de se coopérer à cause des difficultés et surtout des dégâts qui se produisent pendant le transport. Ainsi l'Union des coopératives de Naxos groupant les producteurs de cette île et de quelques autres petites îles à côté projette la construction d'un bateau de 100 à 120 tonnes par lequel elle transportera directement au Pirée ses produits. La même Union comme celle de Syra étaient ten pourparlers avec les villes d'Athènes et de Pirée pour pouvoir ouvrir des pavillons de vente aux Halles de ces villes.

De même les coopératives que nous avons citées plus haut pour la vente des olives de table, et surtout celles de la région de Volo s'occupent aussi de la vente des fruits ; elles possèdent aussi des usines pour transformer les quantités excédentaires de leurs fruits en conserves. Mais en général la vente en commun des fruits et produits maraîchers n'a pas encore grande importance.

CHAPITRE IV

Le régime juridique des coopératives

Les sociétés coopératives, malgré qu'elles soient des organismes surtout économiques, ont, comme d'ailleurs toute autre organisation pareille, besoin de certaines règles juridiques dans le cadre desquelles elles pourront se mouvoir. Cependant, à cause de leurs traits spéciaux, elles ne sauraient parfaitement s'accomoder du régime du droit commun. Et comme elles occupent dans la vie des sociétés modernes une place de plus en plus grande et que leur utilité est déjà complètement démontrée, le législateur a vite cherché à leur créer un régime propre afin que l'insuffisance du droit commun ne devienne pas un obstacle à leur développement. Presque partout, elles ont toutes été soumises au régime d'une seule loi (1). A quelque catégorie qu'elles appartiennent, elles ont leurs

(1) Une des exceptions les plus marquées est la France où le législateur a procédé par une série de lois spéciales réglant chaque catégorie de coopératives. Les coopératives agricoles sont régies par les lois du 5 août 1920, du 31 décembre 1922 et du 12 juillet 1923. Mais à côté de ces lois, on applique les dispositions du Code

principaux traits identiques et par conséquent on peut les régler d'une façon uniforme, sans craindre pour elles aucune situation précaire.

Le législateur grec a aussi suivi cette voie et a édicté dans une seule loi, la loi 602 (2) de 1915 « sur les Coopératives », les règles relatives à la constitution au fonctionnement et à la dissolution de toute coopérative ». Il a cherché à mettre en application les principes coopératifs, tels que l'expérience des autres pays les avait établis tout en tenant compte des conditions spéciales à la Grèce et surtout des besoins de l'agriculture grecque et de l'état d'esprit des habitants de nos campagnes. Cependant le fait que l'initiative privée ne l'avait pas de beaucoup devancé et qu'il était obligé de tracer une voie nouvelle sans avoir les enseignements de l'expérience locale lui constituait une difficulté quant au choix du système à adopter. Les associations coopératives et surtout celles des agriculteurs ne sauraient être créées uniquement d'après un plan donné à l'avance. C'est pour cela que la loi a laissé pleine liberté au développement de tous les systèmes coopératifs. En plus dans le but d'attirer les gens vers la nouvelle institution et d'en assurer le développement, le législateur a facilité

Civil et de la loi de 1867 quant à la forme juridique des coopératives et les détails de leur fonctionnement (art. 1 de la loi 1923). En plus ces lois n'ont pas force obligatoire pour toutes les coopératives mais seulement pour celles qui veulent bénéficier des avances de l'Etat.

(2) En Grèce, les lois en dehors du titre et de la date prennent un numéro d'ordre. Cette loi est l'œuvre de MM. Michalacquoopoulos alors Ministre de l'Agriculture et Mylonas, Secrétaire général au Ministère de l'Agriculture et par suite Ministre de l'Agriculture.

non seulement la constitution des coopératives, par la suppression de toute formalité, mais encore leur fonctionnement en leur accordant des avantages sérieux. On verra ainsi qu'il leur a donné des avantages financiers tels qu'exemptions d'impôts, de taxes, de droits de douane, une franchise postale, une procédure sommaire pour leurs différents, une protection énergique contre ceux qui voudraient les concurrencer par des moyens illicites, sans pour cela négliger les mesures pour les intérêts des tiers, chose d'ailleurs qui a évité les abus et a vite consolidé la foi en la nouvelle institution.

Les résultats de la loi montrent que ses dispositions, étaient heureusement conçues conformément à l'état d'esprit du paysan grec d'alors. Elle forme la base de la législation coopérative grecque, les modifications apportées par de nombreuses lois ultérieures ne concernant que de points non fondamentaux. D'autres modifications ont été demandées dans le Congrès Coopératif National de 1926 surtout. 1° Une restriction de la liberté qui existe maintenant de constituer plusieurs coopératives dans un même village. 2° Augmentation du nombre minimum de membres. 3° Recrutement purement professionnel des membres pour les coopératives agricoles et quelques autres encore se référant aux mesures de protection des intérêts de sociétaires, etc...

La loi définit la coopérative comme « la Société qui a le capital variable, qui est composée d'associés dont le nombre est également variable et qui a pour but l'amélioration par la coopération de l'économie particulière de chacun d'eux. C'est là une définition théoriquement complète puisqu'il y est contenu, non seulement la variabilité du personnel et du capital, mais encore le but poursuivi par la coopération, c'est-à-dire l'amélioration de la situation économique des adhérents

obtenue par la collaboration. En la comparant avec la définition donnée par les théoriciens, on ne trouve de différence que quant à la répartition des bénéfices qui n'est pas contenue dans la définition de la loi grecque.

Constitution de la coopérative. — Pour fonder une coopérative, sept membres au moins sont nécessaires. La loi n'impose pas rigoureusement le recrutement professionnel des membres, même pour les coopératives agricoles. Il suffit que leur majorité ait comme profession principale l'agriculture. Ceci peut s'expliquer soit par le souci de mettre à la tête des coopératives, des personnes instruites pouvant comprendre toute la portée de l'instrument mis en leurs mains, soit par le désir de secourir de petits artisans, petits commerçants, propriétaires de terres, à les cultiver et à les exploiter le mieux possible. Cependant cette intrusion de personnes étrangères à l'agriculture pourrait devenir un danger plus spécialement pour les coopératives agricoles de vente qui risquent d'avoir parmi leurs membres leurs concurrents commerçants.

Aucune formalité n'est exigée pour la constitution d'une coopérative. Les statuts d'après la loi initiale devaient être soumis au Ministère de l'Agriculture pour qu'ils soient approuvés ; plus tard par une loi de 1927, constituant un service autonome d'inspection des coopératives l'approbation des statuts a été donnée au Président du Tribunal de première instance ; elle se fait après avis conforme du service précité (3). On constate là une différence entre la législation grecque et les autres législations qui se contentent d'une simple dépositi-

(3) Ce service dépend maintenant de la Banque Agricole, qui a le contrôle des coopératives agricoles.

tion des statuts. Il n'y a cependant là une autorisation de l'Administration à demander ; cette disposition a été mise dans le souci d'éviter des errements aux coopératives et de les arracher, surtout celles des ruraux, des mains des exploitateurs qui n'auraient pas manqué de profiter du peu d'instruction du paysan et d'en faire leurs victimes. D'ailleurs, tant le Ministère que le service d'Inspection des coopératives et le Président du Tribunal n'ont le droit de modifier les statuts qu'en cas d'infraction à la loi. Dans tous les autres cas ils ne peuvent qu'indiquer une meilleure rédaction. Le soin de publication, la communication aux intéressés, la constitution d'archives revenant au commencement pour les coopératives agricoles au Ministère de l'Agriculture, incombe maintenant au service autonome d'Inspection.

Les coopératives ont la personnalité juridique complète. Elles peuvent contracter des obligations, ester en justice, acquérir à titre onéreux, recevoir des libéralités. Cette personnalité leur est acquise dès approbation des statuts (art. 3). En plus la loi confère aux coopératives la qualité de commerçant (art. 12 § 1), et par conséquent elles peuvent encourir la faillite. On constate là une différence avec la conception française qui fait intervenir comme critérium de la commercialité, l'intention chez les associés de réaliser un bénéfice par la revente au public (4).

Les statuts doivent spécifier en dehors des dénominations, siège, but et durée de la coopérative, les conditions d'admission et d'exclusion des associés, l'étendue de leur responsabilité, le montant de la part sociale, le mode de la formation du

(4) Voir NAST, *Le régime juridique des coopératives*, p. 34, en note,

capital et de son placement, celui de l'administration de la coopérative, de la répartition des bénéfices, les règles relatives à la convocation et aux décisions de l'Assemblée générale, la façon dont le bilan sera dressé et contrôlé, dont les convocations et notifications aux associés seront faites. On peut remarquer surtout dans ces deux derniers cas, le souci du législateur d'éloigner des coopératives toute cause de discorde.

But et durée de la société. — La durée de la société est fixée par les statuts ; elle peut être indéfinie. Pour la plupart ; les coopératives adoptent une durée de vingt à trente ans. La prorogation se fait par décision de l'Assemblée générale, prise un an avant l'expiration du premier délai. La loi n'apporte pas de restriction quant au but, les statuts pouvant en fixer plusieurs. Ainsi un grand nombre de caisses de crédit fonctionnent en même temps comme coopératives de vente ou d'achat et presque toutes les coopératives de transformation accordent des prêts à leurs membres.

Capital social. — La loi laisse aux statuts la faculté de fixer le montant et le mode dont le capital sera constitué, avec, seulement, l'obligation de spécifier le temps et le montant des versements ultérieurs. Un minimum de versement égal au 1/10 de la part est exigé de chaque associé au moment de son inscription (art. 5). Le capital est divisé en parts, la transmissibilité desquelles est fort limitée. Elle est, naturellement, formellement interdite à un tiers non associé : faculté est laissée aux statuts de l'interdire même parmi les associés. A ce dernier cas elle ne peut s'effectuer que par voie de cession avec l'agrément du conseil d'administration, par un associé sortant. De même la possession de plusieurs parts est interdite pour les coopératives à responsabilité illimitée. Pour les

coopératives à responsabilité limitée les statuts doivent fixer le nombre de parts que chaque associé ne peut dépasser. Aucun associé ne peut souscrire une part facultative s'il n'a pas complètement versé les parts obligatoires et toute part facultative qu'il a souscrite antérieurement. Ce sont là des mesures nécessaires pour éloigner des coopératives toute spéculation d'autant plus que quant à la rémunération du capital la loi ne contient pas d'interdiction formelle de répartition de dividende. Quoique ce soit là un principe fondamental de la coopération, elle laisse aux statuts la faculté de fixer ce point. Il est vrai que les statuts types élaborés par le Ministère de l'Agriculture qui sont acceptés, sur ce point, par la presque totalité des coopératives agricoles atténuent cet écart. 1° En calculant le nombre des parts que chaque associé peut posséder en proportion de la superficie cultivée ou au nombre d'animaux possédés par lui. On revient ainsi par détour au chiffre d'affaires effectuées par chaque associé. 2° en établissant la distribution des bénéfices de la coopérative entre les associés, (après les retenues faites pour la réserve), moitié au prorata des affaires effectuées par eux avec la coopérative, moitié au prorata des parts versées. Le taux de ces derniers dividendes ne peut excéder le taux d'intérêt que la coopérative paie pour ses emprunts et s'il y a ainsi de l'excédent il est dévolu à la réserve. En fait donc la rémunération du capital est limitée.

Le capital peut naturellement être augmenté ou diminué. La loi laisse libres les coopératives, pour le cas d'augmentation. Elle prend au contraire certaines mesures de protection des intérêts des tiers quand il s'agit de diminution. Elle exige ainsi que la décision relative de l'Assemblée générale soit prise à la majorité des $\frac{3}{4}$. En plus on doit

obtenir un consentement écrit des créanciers de la coopérative (art. 5) .

La responsabilité des membres peut être illimitée ou limitée, soit à une part, soit à un multiple de la part, soit à une somme fixe, la loi laissant aux statuts de fixer ce point. Dans le cas de responsabilité illimitée, la loi spécifie que l'associé est solidairement responsable pour les obligations de la coopérative mais autant que l'avoir social n'est pas suffisant pour les couvrir. Les associés admis ultérieurement sont responsables également des obligations contractées avant leur entrée, aucun accord contraire n'étant valable. La responsabilité de tous les associés cesse deux années après la dissolution de la coopérative ou en cas de faillite un an après la fin des travaux de liquidation.

Membres. — Les membres doivent avoir la libre disposition de leur fortune et dix-huit ans révolus. Les femmes et les mineurs peuvent être membres sans le consentement du père, tuteur ou du mari s'ils ont un patrimoine propre. En outre, tous les membres doivent déclarer par écrit qu'ils acceptent les statuts sans réserve, et, s'il s'agit d'une coopérative à responsabilité illimitée, qu'ils savent qu'ils sont solidairement responsables de toute leur fortune pour les obligations de la coopérative. Toutes ces petites formalités ont été jugées nécessaires, pour protéger le paysan qui, méfiant d'habitude, se montre souvent d'une confiance sans pareille et s'engage sans demander d'explications sur les obligations qu'il contracte.

La loi n'établit pas d'autres restrictions. Elle exclut cependant des coopératives dans le but de les protéger contre les spéculateurs ou les malhonnêtes, ceux qui sont déjà membres d'une autre coopérative, poursuivant dans la même cir-

conscription le même but, ainsi que ceux qui se sont retirés d'une autre sans régler complètement toutes leurs obligations avec elle ou ceux qui en ont été exclus, et pendant une année du jour de leur exclusion. Sur ces deux points les membres sont obligés de faire une déclaration écrite. Des pénalités sont prévues contre ceux qui éventuellement auraient fait de fausses déclarations. Enfin les statuts peuvent mettre d'autres restrictions sur l'admission des associés. Ainsi la loi, dans le but d'éloigner des coopératives les absentéistes, laisse aux statuts la faculté d'interdire l'accès de la coopérative à des personnes n'en habitant pas la circonscription. Or, dans le cas où les statuts contiendraient une telle interdiction, chose qui arrive toujours, on ne saurait se prévaloir de la possession des autres qualités pour se faire membre d'une coopérative.

De l'admission des nouveaux membres décide le conseil d'Administration. En cas de refus de celui-ci, c'est l'assemblée générale qui décide définitivement, saisie soit par le Conseil lui-même, soit par l'intéressé. Les démissions des associés étant un danger pour la coopérative, la loi a réglementé dans ses grandes lignes, la sortie des sociétaires. Ils ne peuvent se retirer qu'une année après leur admission et seulement à la fin de l'exercice en cours. Les statuts peuvent fixer ce délai plus long, sans pouvoir tout de même dépasser 10 ans (5). Très justement la loi a fixé à côté du délai minimum un délai maximum parce qu'autrement on risquait de voir les agriculteurs, à cause de trop longs délais, hésiter à se faire membre d'une coopérative. Les associés sortants doivent avertir

(5) Les statuts modèles du Ministère de l'agriculture fixent ce délai à trois ans.

de leur intention, les administrateurs de la coopérative et le juge de paix trois mois au moins avant. Si cependant le but de la coopérative ou l'étendue de la responsabilité des associés a été modifié, l'associé peut se retirer à la fin de l'exercice sans garder les délais. Comme il est juste, la loi confère cette faculté seulement à ceux qui ont voté contre ces modifications (art. 16).

L'associé démissionnaire a droit de prendre part aux assemblées générales jusqu'à la fin de l'exercice. Si cependant il est membre du Conseil d'Administration ou de Surveillance, il cesse de prendre part aux réunions de ces conseils du jour où l'avertissement a été donné.

Le Conseil d'Administration doit rayer d'office tous ceux qui ont perdu les qualités requises pour être membres de la coopérative ou qui ont été condamnés pour infraction à la loi sur les coopératives ou pour certains crimes ou délits. Dans les deux cas l'exclusion entraîne l'incapacité de se réinscrire pendant un an. L'exclusion d'un associé peut être prononcée par l'Assemblée Générale sur la demande du Conseil d'Administration ou du nombre d'associés fixé par la loi s'ils exercent une entreprise similaire à celle de la coopérative ou retardent plus de six mois le paiement de leur apport ou de tout autre dette envers la coopérative. La loi 602 elle-même était plus sévère. Elle permettait l'exclusion d'un associé dans le cas où il montrait une attitude hostile aux intérêts de la Coopérative. Mais cette disposition a été abolie par le décret-loi de 1925 qui a édicté des pénalités contre les associés de mauvaise foi. De même, la disposition relative à l'exclusion d'associés retardant le paiement de leurs obligations envers la coopérative était beaucoup plus sévère au commencement, parce qu'elle pouvait se faire par décision simple des Admi-

nistrateurs et non de l'Assemblée Générale comme c'est aujourd'hui. Le retour à cette disposition a été aussi demandé par plusieurs coopérateurs.

L'Associé exclu cesse de prendre part aux assemblées générales du jour de la notification de son exclusion. Celle-ci doit se faire dans les 8 jours de la prise de la décision.

Les associés sortants ont droit au remboursement de leurs parts, mais ils n'ont aucun droit, sur le reste de l'avoir social et ne peuvent demander la liquidation de la coopérative. Le remboursement se fait dans l'année après la sortie de l'associé, mais pas avant six mois. C'est là une disposition heureuse qui évite aux coopératives les difficultés de trésorerie.

Faculté est laissée aux statuts de refuser le remboursement de la part entière, ou d'une partie d'elle ou d'en allonger, pour les associés exclus, le délai s'ils n'ont pas réglé leurs obligations envers la coopérative ou s'ils ont été condamnés pour infraction à la loi sur les coopératives. Si l'avoir social ne suffit pas, pour couvrir les dettes de la coopérative, l'associé sortant ne peut exiger le remboursement, au contraire il est obligé d'en verser la part qui lui revient. La part est remboursée telle qu'elle résulte de l'actif social à la fin de l'année précédente pour les associés exclus de l'exercice en cours pour les associés démissionnaires. La responsabilité des associés sortants continue pendant deux ans après leur sortie.

Administrateurs. — La loi fixe minutieusement le mode d'administration des coopératives. Elle prévoit ainsi qu'elles sont administrées par un Conseil d'Administration sous le contrôle d'un Conseil de surveillance. La haute direction appartient à l'Assemblée générale. Le Conseil d'Administration

est formé de trois membres désignés par l'Assemblée Générale parmi les associés ; ils ne doivent pas exercer une entreprise similaire au but poursuivi par la coopérative. Les personnes condamnées pour abus dans la gestion d'une coopérative sont exclues de l'administration. Une récente loi a interdit l'accession de l'administration d'une coopérative aux sénateurs, députés, maires, et même aux candidats pour ces mêmes offices et pendant trois ans depuis la candidature ou la fin de leur mandat. Contre ce dernier détail de la loi des voix se sont élevées, non seulement parmi les coopérateurs mais aussi à l'intérieur du corps législatif et surtout du Sénat, car elle prive la coopérative d'Administrateurs éclairés.

Le mandat des administrateurs et par conséquent leurs obligations et leurs droits commencent dès leur élection s'ils ont été présents ou dès qu'ils en ont eu connaissance et ils n'ont pas refusé et beaucoup plus s'ils ont pris part à des opérations intéressant la coopérative.

Il finit à l'expiration de la période pour laquelle ils ont été élus. La loi laisse aux statuts la faculté de fixer cette période ; elle est d'ordinaire de trois à quatre ans. A la fin de ce délai les administrateurs cessent de représenter valablement la coopérative, cependant ce fait ne peut être opposé aux tiers de bonne foi avant qu'une communication n'en soit faite au juge de paix et au Ministère de l'agriculture. Le mandat des administrateurs peut aussi prendre fin par révocation faite par l'Assemblée Générale ou le conseil de surveillance.

Le président du conseil d'administration ou son suppléant représente la coopérative dans les actes judiciaires, dans les autres cas la volonté de celle-ci est exprimée par la signature de deux membres de ce conseil. Dans les cas où un des membres du Conseil d'administration est partie adverse ou con-

tractant avec la coopérative, celle-ci est représentée par le conseil de surveillance. Les administrateurs peuvent procéder valablement à toute opération qui est dans le but de la coopérative et autant que l'assemblée générale et les statuts n'ont pas limité leurs pouvoirs. Les limitations qui ne sont pas contenues dans les statuts ne sont pas opposables aux tiers de bonne foi. Les administrateurs sont cependant responsables de l'observation de ces limites ainsi que de la tenue régulière des livres et de la bonne gestion de la coopérative. Ils ont en plus l'obligation dès leur nomination de déposer à la Justice de Paix une liste comprenant leurs noms et leurs signatures ainsi qu'une autre comprenant tous les noms des membres de l'association par ordre alphabétique, leur domicile et leur profession ; ils doivent de même notifier tout changement survenu à l'Administration de la coopérative ainsi que toute sortie des membres, car autrement ces changements ne sauraient être opposés aux tiers de bonne foi ; ils doivent aussi déposer dans les six mois de la fin de chaque exercice le bilan approuvé par l'Assemblée Générale et le compte des profits et pertes.

Le conseil d'administration a le devoir d'attirer l'attention de l'Assemblée Générale, dans les cas où une de ses décisions est contraire à la loi ou aux statuts, ou d'attaquer cette décision devant le juge de paix. A défaut il est passible des peines prévues par l'art. 82 de la loi, sur lesquelles nous reviendrons plus bas.

Pour le contrôle du conseil d'administration, l'assemblée générale nomme un conseil de Surveillance, formé de trois membres qui ne doivent pas être liés de parenté avec les membres du Conseil d'Administration. La loi laisse aux statuts la faculté de fixer le mode dont le contrôle sera fait ;

elle autorise le conseil de surveillance à révoquer les administrateurs au cas où ils agiraient contrairement à la loi, ou aux décisions de l'Assemblée Générale, et à leur nommer des suppléants. Dans ce cas ils sont obligés de convoquer l'Assemblée Générale dans les 10 jours au maximum. Ils ont aussi le droit de convoquer l'Assemblée Générale dans tout autre cas où l'intérêt de la coopérative l'exige et de coopérer dans certains actes importants avec le Conseil d'Administration ou de le remplacer dans le cas où comme nous l'avons dit plus haut un des membres de ce dernier serait intéressé dans l'affaire dont il s'agit.

Les administrateurs peuvent être révoqués à tous moments par l'Assemblée Générale, mais cette révocation ne porte ses effets que du moment où la décision relative leur est communiquée, autrement ils continuent de représenter et d'engager valablement la coopérative.

Les administrateurs peuvent aussi démissionner, mais leur démission ne les libère de leurs obligations qu'après avoir été acceptée par l'Assemblée Générale qui nomme leurs successeurs.

Les administrateurs sont les mandataires de la coopérative; ils en ont toutes les responsabilités et doivent montrer la même diligence.

Les services des Administrateurs sont gratuits, en cela la loi est restée fidèle aux principes de la coopération (art. 39, § 1). Cependant des indemnités peuvent leur être allouées pour des déplacements ou d'autres dépenses exceptionnelles faits dans l'intérêt de la coopérative.

Assemblée Générale. — L'Assemblée Générale est convoquée par le conseil d'administration toutes les fois que la loi, ou

les statuts, ou l'intérêt de la coopérative imposent sa convocation. Elle peut aussi être convoquée par le Conseil de Surveillance, dans le cas où celui-ci a révoqué un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration ou par le Ministère pour lui communiquer le résultat du contrôle exercé par ses fonctionnaires, ou à la demande du vingtième au moins des associés, ou si leur nombre ne dépasse pas cinquante, à la demande de trois au moins. Si les administrateurs n'exécutent pas cette demande les associés peuvent obtenir du Juge de Paix l'autorisation de la convoquer eux-mêmes. La convocation est notifiée de la façon fixée par les statuts et au moins six jours avant. Pour la validité de la délibération, il faut que la moitié au moins du nombre total des voix soit représentée. Si ce nombre n'est pas réalisé une seconde assemblée est convoquée qui délibère valablement quel que soit le nombre des associés présents. Les associés doivent y assister personnellement, il n'est pas permis de s'y faire représenter, sauf pour les femmes et les personnes morales, mais aucun associé ne peut représenter plus d'une personne.

Ce privilège accordé aux femmes pourrait paraître étrange si l'on ne considérait pas la mentalité de la paysanne grecque, surtout au temps de la promulgation de la loi. Bien qu'elle soit une vaillante cultivatrice, elle a horreur des réunions, et son abstention pourrait entraver la marche des coopératives à nombre des membres limité. Depuis quelques années cependant des coopérateurs, ayant sans doute constaté une évolution dans les habitudes et la mentalité des femmes de nos campagnes, ont demandé la suppression de cette exception.

La législation grecque impose l'unicité du vote aux coopératives à responsabilité illimitée. Dans les coopératives à responsabilité limitée elle permet une seconde voix au maximum.

Exception est faite pour quelques coopératives désignées limitativement par la loi coopératives de vinification, huileries, laiteries, coopératives de conservation de fruits et légumes dans lesquelles le nombre de voix est proportionnel au nombre de parts que chaque associé doit obligatoirement posséder sans pouvoir en aucun cas, en dépasser cinq. Cependant les statuts-modèles élaborés par le Ministère de l'Agriculture limitent même dans ce cas, le nombre à une ou deux voix.

Les membres des conseils d'Administration et de surveillance n'ont pas de voix pour les questions qui les intéressent personnellement, c'est-à-dire pour un vote de confiance, approbation du bilan, ou des comptes rendus de l'activité de la coopérative. Cette même règle est appliquée aux autres associés autant qu'ils ont exécuté des opérations pour le compte de la coopérative ou autant que la question les touche personnellement.

Sur ces mêmes questions n'ont pas droit de vote, les associés admis pendant le dernier semestre qui a précédé la convocation de l'Assemblée.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix présentes, sauf les cas (modifications des statuts, dissolution de la coopérative, etc...) où la loi exige un quorum plus fort.

L'Assemblée Générale a la direction supérieure des affaires de la coopérative ; en dehors de la nomination et de la révocation du Conseil d'Administration et de surveillance elle fixe toutes les questions financières de la coopérative tels que le maximum des emprunts à demander ou des dépôts à accepter et de leur taux, le maximum des prêts à accorder à chaque associé, elle approuve le bilan et fixe la part des associés sur les bénéfices.

Les décisions de l'Assemblée Générale peuvent être atta-

quées en cas d'infraction à la loi aux statuts devant le juge de Paix du siège de la coopérative par le Conseil d'Administration ou de surveillance ou par un nombre suffisant d'associés ou par tout associé s'intéressant personnellement. Cette action peut s'exercer dans les quinze jours de la prise de la décision et elle est jugée dans les trois jours suivant l'expiration de ce terme.

Modifications aux statuts. — Ils doivent être décidés en Assemblée Générale par une majorité des trois quarts du quorum ordinaire des assemblées si les statuts n'exigent d'autres conditions en plus. Cette majorité seule est suffisante dans les cas de modification du but de la coopérative ou d'augmentation de la part ou de la responsabilité des associés, ou pour tout autre modification. Dans le cas de diminution de la part ou de la responsabilité des associés, il est en plus exigé le consentement écrit des créanciers de la coopérative. Les modifications doivent être approuvées par le Service d'inspection des coopératives autant qu'elles portent sur la manière dont la volonté de la coopérative est exprimée; elles ne sont pas opposables aux tiers de bonne foi avant une notification faite au juge de paix.

Opérations. — Les sociétés coopératives peuvent faire toutes opérations : de crédit, d'approvisionnement, de transformation, de conservation et de vente, selon le mode fixé par les statuts. La loi laisse comme nous l'avons dit la faculté aux Coopératives de poursuivre plusieurs buts en même temps, c'est-à-dire de fonctionner à la fois comme cooopératives d'achat ou de crédit ou de vente, etc... La loi n'interdit pas les opérations faites avec des non-associés, elle laisse aux statuts la facilité d'en décider. Les seules interdictions qu'elle

fasse sur ce point sont la défense d'accorder des prêts à des non-associés et de leur vendre à crédit.

Réserve. — La loi oblige les coopératives à former une réserve. Sur leurs bénéfices, avant toute autre répartition, une retenue de 10 % est faite pour alimenter ce fonds. A la réserve reviennent aussi les acquisitions à titre gratuit ainsi que les amendes ou tout autre recette de la coopérative, dont la destination n'a pas été fixée par les statuts. D'ordinaire une réserve spéciale est prévue à laquelle reviennent également 10 % des bénéfices.

Bénéfice. — La loi n'impose pas la répartition des bénéfices selon les principes coopératifs, peut-être pour ne pas effaroucher les premiers paysans coopérateurs. Elle laisse aux statuts la faculté d'en fixer le mode, ou même d'en exclure la répartition. La distribution peut se faire sous forme de dividende ou au prorata du chiffre des affaires effectuées par les associés avec la coopérative. Comme nous l'avons dit plus haut, cette répartition a toujours lieu après une retenue faite pour la formation de la réserve. La loi ne contient pas non plus de limites du taux de l'intérêt attribué au capital. Cependant les statuts-types du Ministère de l'Agriculture fixent qu'après les retenues de 10 % pour une réserve spéciale et de 10 % pour la réserve ordinaire, le reste des bénéfices est réparti moitié au prorata du chiffre d'affaires des associés, moitié au prorata du capital apporté. Cependant le taux de ce dernier dividende ne peut excéder le taux que la coopérative paie pour ses emprunts. Ainsi existe en fait, la limitation du taux de l'intérêt accordé au capital. Cette répartition est fait par l'assemblée générale.

Mesures de publication, de protection de la coopérative et des

tiers. — Pour sauvegarder les intérêts des tiers, créanciers ou autres contractant avec la coopérative, et des associés eux-mêmes, la loi impose : 1°) la tenue d'un registre contenant les statuts, les noms et prénoms et domicile des associés, la date de leur admission et de leur sortie. Ce livre est gratuitement numéroté, visé et paraffé par le juge de paix. 2°) La publication des statuts au *Journal Officiel*, la déposition au Président du Tribunal des status ou de leurs modifmonde, du bilan et du compte des profits et pertes. 3° L'indicaécrits provenant de l'association.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, certaines modifications des statuts pouvant léser les intérêts des tiers ne peuvent être valablement décidées sans le consentement de ces personnes. De même toute modification de la manière dont la coopérative exprime sa volonté ou tout changement survenu dans son administration n'est pas opposable aux tiers de bonne foi avant une notification faite au juge de paix. Dans l'intérêt des tiers et de la coopérative elle-même la loi prévoit des pénalités sévères (emprisonnement jusqu'à un an et amende jusqu'à 10.000 francs) contre les administrateurs ou toutes autres personnes agissant au nom de la coopérative, s'ils nuisent à ses intérêts, s'ils font des communications ou notifications ou inscriptions aux livres inexactes ; s'ils procèdent à des opérations faisant infraction à la loi, s'ils n'exercent pas leurs attributions conformément à la loi, s'ils demandent à l'assemblée d'approuver les actes contraires à la loi ou aux statuts, s'ils n'attirent pas l'attention de l'assemblée générale sur des décisions prises contrairement à la loi ou aux statuts et n'attaquent pas la validité de telles décisions dans les cinq jours, s'ils demandent ou acceptent des gratifications pour remplir ou omettre leur devoir,

Les coopératives sont obligées de tenir une comptabilité commerciale. Un décret rendu après la publication de la loi 602 a fixé pour les coopératives de production et de vente à 14 le nombre des livres principaux et auxiliaires qu'elles sont obligées de tenir.

La loi accorde aussi aux coopératives pour leurs différents judiciaires une procédure rapide et dépourvue de formalités devant les juges de Paix, celle appliquée aux différents entre ouvriers et patrons. La coopérative prend la place de l'ouvrier. Une protection énergique est établie par la loi en faveur des coopératives pour éloigner d'elles toute concurrence illícite. Ainsi des pénalités fortes pouvant aller jusqu'à six mois d'emprisonnement ou 10.000 drachmes d'amende ou les deux peines cumulées peuvent être encourues par toute personne, entrepreneur, commerçant, industriel, capitaliste, qui par intérêt empêche ou dissuade quelqu'un de devenir membre d'une coopérative ou de démissionner ou encore s'ils emploient des moyens illicites pour obtenir la dissolution d'une coopérative et lui causer tout autre préjudice. Ainsi la loi grecque a mis les coopératives à l'abri de ces concurrences acharnées qui s'étaient présentées dans d'autres pays et que nous avons relatées dans notre première partie.

La loi a édicté des pénalités contre les associés eux-mêmes qui auraient disposé de leur vote dans l'assemblée générale contre rétribution ou qui montrent une attitude hostile aux intérêts de la coopérative.

Autres encouragements de l'Etat. — L'Etat, dans le souci de voir la nouvelle institution se développer vite et sans errements l'encouragea de différentes façons. Il guida les coopératives par des instructions, il leur procura des modèles de

statuts, des livres de comptabilité, etc. Il a pendant longtemps exercé par ses fonctionnaires un contrôle sur la gestion des coopératives. En plus la loi initiale leur accordait une franchise postale pour leur correspondance avec les services publics, une exemption de droit de timbre pour leurs statuts ou autres actes, pour les requêtes adressées aux services administratifs et judiciaires, pour leurs factures, billets à ordre et lettres de change, pour les procurations, les copies de tous actes judiciaires, une franchise en cas de dépôt de leurs marques de fabrique. Elles les exemptait de tout impôt d'état ou local sur le revenu, sur les sociétés, sur les propriétés bâties, les successions, dons et legs, elle les exemptait aussi de la patente des droits de douane pour les produits importés par elles et de tout impôt sur ceux qu'elles exporteraient. La Grèce devenait ainsi le paradis des coopératives. Mais ces exemptions n'ont pas eu une vie longue. A cause de difficultés où le fisc s'était trouvé elles ont été peu à peu abolies ou réduites autant qu'elles paraissent inexistantes. C'était d'ailleurs juste, car il ne faut pas créer des régimes si préférentiels au profit d'une seule classe.

Dissolution de la coopérative. — La dissolution peut être volontaire ou judiciaire. La dissolution judiciaire est prononcée par le tribunal de première instance sur la demande d'un vingtième des associés ou du Ministère de l'Agriculture. 1° Si le but ou les moyens employés sont contraires aux lois ou aux bonnes mœurs.

2° Si la constitution régulière du Conseil d'Administration et du Conseil de Surveillance est impossible à cause du nombre insuffisant des associés ou pour toutes autres causes.

3° Si la coopérative est restée inactive pendant deux ans.

4° Si la coopérative se mêle de politique.

Sur ce dernier point une récente loi de 1927, a pris des mesures rigoureuses pour préserver, de l'avis du rapporteur, les coopératives agricoles d'être entraînées hors de leur objet par des personnes habiles n'ayant rien de commun avec l'agriculture et cherchant simplement à les exploiter dans un but politique. Ainsi cette loi décrète la dissolution d'une coopérative qui comme telle serait membre d'un parti politique ou utiliserait ses ressources pour soutenir un parti ou qui dans ses réunions prendrait des décisions de nature analogue. Elle avance même beaucoup plus dans la voie des restrictions en interdisant aux coopératives sous peine de dissolution de prendre part à des congrès qui en s'éloignant du but de leur convocation se seraient occupés de politique.

La dissolution volontaire est faite soit par l'expiration du temps pour lequel la coopérative a été constituée, soit par décision d'une assemblée générale convoquée « *ad hoc* ». Cette décision doit être prise à la majorité des trois quarts, les statuts pouvant fixer en outre d'autres conditions.

La coopérative peut être mise en faillite dans les conditions prévues par la loi. Dans ce cas les dispositions du Code de commerce sont appliquées accessoirement. La faillite est prononcée sur la demande de tout intéressé ou d'office par le juge de paix du siège de la Coopérative si celle-ci a suspendu ses paiements ou même si son passif dépasse l'actif d'un tiers. Pour prévenir la faillite, les associés sont invités à verser dans les quinze jours ou au plus dans un délai d'un mois l'arriéré de leur part et une cote-part supplémentaire proportionnelle à leur responsabilité. Si les statuts n'en décident pas autrement cet apport est calculé par parts viriles dans les coopératives à responsabilité illimitée ou proportionnellement

aux parts possédées par chaque associé dans les coopératives à responsabilité limitée. Une liste des sommes dues par chaque associé est dressée. Elle peut être rendue exécutoire après délibération devant le juge de paix entre les associés, les administrateurs ou les créanciers de la coopérative. Un syndic est nommé et trois créanciers sont désignés pour suivre sa gestion. Un concordat est fait sur la demande du syndic ou de l'administration de la coopérative ou des créanciers. Comme on le constate, les dispositions de la loi sur la faillite des coopératives sont celles du Code de Commerce mais très simplifiées. Cependant par disposition formelle de la loi, l'emprisonnement ou la détention ne peut pas être prononcée contre les membres pour les dettes de la Coopérative.

La liquidation est faite par le Conseil d'Administration sauf si les statuts ou l'Assemblée Générale en ont décidé autrement ou si le Conseil de surveillance ou un nombre fixe d'associés ont demandé la nomination des liquidateurs au juge de paix. Les liquidateurs représentent la Coopérative dans ses relations judiciaires ou extra-judiciaires, opèrent tous ensemble, sauf décision contraire dans l'acte de leurs nomination. Les liquidateurs invitent par la Presse les Créanciers à se faire connaître, ils achèvent les affaires pendantes, remplissent les obligations de la Société dissoute, recouvrent les créances et convertissent en argent liquide les biens de la coopérative. Pour achever les affaires pendantes ils ont le droit de contracter de nouvelles obligations. Chaque année ils sont obligés de dresser un bilan et de le déposer au juge de paix ou au Ministère. Le partage ne peut pas avoir lieu avant le remboursement ou la prescription des dettes ou après l'expiration d'un délai d'une ou de trois années de l'invitation ci-dessus, selon qu'il s'agit de créanciers connus ou

inconnus. S'il y a un excédent de l'actif, il est partagé selon le mode fixé par les statuts. En cas de silence de ceux-ci, le partage se fait par parts viriles dans les Coopératives à responsabilité illimitée ou proportionnellement à l'avoir des parts dans les coopératives à responsabilité limitée. En tout cas la réserve ne peut pas être partagée, elle est dévolue à une Union de coopératives de crédit pour être employée à la constitution d'une nouvelle coopérative du même but.

Les associés restent tenus pendant deux ans après la dissolution de la coopérative (art. 25). En cas de faillite, la responsabilité des associés continue une année après la fin des travaux de la faillite.

Union des coopératives. — Sept au moins coopératives peuvent se liguer en une union. Les unions ainsi constituées sont régies par les dispositions de la loi sur les coopératives. Les assemblées générales des unions sont formées par les représentants des coopératives adhérentes, élus par leurs assemblées générales respectives. Chaque coopérative a une voix.

Deux unions au moins peuvent se fédérer en une centrale des Coopératives soumise aussi aux dispositions de la même loi. Dans ces centrales peuvent adhérer non seulement les Unions mais aussi les simples coopératives.

Les unions et les centrales exercent un contrôle sur les coopératives adhérentes.

De ce qui précède et surtout de l'évolution que le mouvement coopératiste a eu parmi les agriculteurs grecs, on constate que la législation était parfaitement adaptée aux conditions locales sans pour cela s'écarter des principes coopératifs. En vérité si ceux-ci ne sont pas toujours impérieusement imposés, ils sont à tous points suggérés de façon que

leur application est possible par les coopératives, aucune disposition législative ne le contraignant pas de suivre un autre chemin.

CONCLUSION

En finissant cette étude nous pouvons dire pour les deux formes de la coopération agricole que nous considérons plus spécialement qu'elles sont à leurs premiers pas, — sauf les huileries et les coopératives de vente du raisin — et que l'agriculteur grec n'a pas su tirer d'elles tout le profit possible. La cause se trouve dans le fait que ces institutions sont encore nouvelles pour lui et aussi dans les difficultés que présente en général leur développement, car comme le sait, elles supposent de personnes capables de prendre la direction ayant un certain degré de culture et des aptitudes d'organisation et l'esprit des affaires commerciales. Mais en général son effort mérite l'attention. La coopération n'est pas certes arrivée en Grèce au point de perfection qu'elle a atteint dans d'autres pays. Cependant elle a pris dans l'espace de quinze ans une grande extension et si elle n'a pas eu le temps de changer complètement l'aspect de l'agriculture grecque beaucoup d'amélioration en sont résultées. Le paysan a été arraché des mains des usuriers et dans plusieurs régions son niveau de vie a été élevé. Il commence à être moins réfractaire aux indications de la science, à discuter sur elles au lieu de s'éloigner en

haussant les épaules. Maintenant même il s'intéresse à elle ; il ne lui rebute pas d'employer des engrais et des machines ; il porte son attention sur la qualité de sa production et il prend part avec plaisir aux assemblées et aux congrès régionaux, y exprime ses opinions sur les questions intéressant l'agriculture et l'on peut dire qu'en général son horizon intellectuel s'est élargi.

En un mot le mouvement dans les dix premières années se développait surtout en étendue mais depuis 1925 les coopératives s'organisent plus systématiquement et montrent une activité plus avertie. Le peu d'années qui sont révolues depuis l'introduction de cette institution nous permet de considérer les résultats jusqu'ici obtenus comme un commencement dont les perspectives n'apparaissent pas décourageantes.

Vu : Le Doyen,

H. BERTHÉLÉMY.

Vu : Le Président de la Thèse,

W. OUALID.

Vu et Permis d'Imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

a) Ouvrages généraux

- a) GIDE. — Traité d'économie Politique, Paris 1926.
- b) — Le coopératisme, Paris 1929.
- c) JOUZIER. — Economie rurale, Paris 1928.
- d) KAUTSKY. — La question agraire et la politique agraire du parti socialiste trad. franç. Paris 1900 et 1903.
- e) PHILIPPOVITCH. — Economie politique agraire, trad. franç.
- f) ROSCHER. — Traité d'économie politique rurale, trad. franç., Paris 18.

b) Ouvrages de langue française

- ANDREADES. — Les progrès économiques de la Grèce, Paris 1919.
- AUGÉ-LARIBÉ. — Syndicats et coopératives agricoles, Paris 1926.
- BOULANGER (F.). — Ambelakia ou les associations et les municipalités helléniques, Paris 1875.
- CHAFFAL. — La crise viticole, Lyon 1908.
- COLLIEZ. — Les associations agricoles de production et de vente, Paris 1905.

- DESBONS (G.). — La crise agricole et le remède coopératif, Paris, 1917.
- EVELPIDIS. — Les Etats Balkaniques, Paris 1930.
- FERAUD. — La vente directe des produits agricoles par les syndicats et les coopératives, Paris 1902.
- GIDE (Ch.). — Les associations coopératives agricoles, cours professé au Collège de France, Paris 1925.
- HITIER. — Les problèmes actuels de l'Agriculture, Paris 1923.
- IOUVE. — Un mouvement d'organisation professionnelle agricole, Aurillac 1921.
- MAURER. — Le rôle du débouché dans l'agriculture, Lyon 1908.
- MELINE. — Le retour à la terre, Paris 1903.
- MONICAULT. — Le commerce des produits agricoles, Besançon, 1929.
- SEMICHON. — Les coopératives vinicoles et l'organisation professionnelle de la viticulture, Narbonne, 1920.
- SIMONIDIS. — Economie rurale de la Grèce dans la série grecque, publiée par l'Institut Carnégie sur les effets de la guerre en Grèce, Paris 1927.
- SOUCHON (A.). — Les cartels d'agriculture en Allemagne, Paris 1903.
- TARDY. — La coopération vinicole en France, Agen 1929.
- TSOUDEROS. — Le relèvement économique de la Grèce, Paris 1919.
- TUZET (Henri). — Etude sur la vente des produits agricoles Villeneuve-sur-Lot s. d.
- ZOLLA (Dan.). — La crise agricole, Paris 1903.
- Le blé et les céréales, Paris 19.

PUBLICATIONS DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. — Rôle des organisations coopératives dans le commerce international du blé des produits laitiers et quelques autres produits, Genève 1926.

L'agriculture et la crise économique internationale, Genève 1927.

Les questions agricoles au point de vue international (Institut International d'Agriculture), Genève 1927.

c) Ouvrages de langue grecque

EVELPIDIS (Ch.). — La crise agricole et plus spécialement en Grèce, Athènes 1931.

EVELPIDIS. — Programme de Politique agraire, Athènes 1923.

KALITSOUNAKIS (Dem.). — Histoire d'économie politique, Athènes 1923.

— Histoire et théorie de la coopération, Athènes 1924.

SIMONIDIS. — Le comptoir central du Raisin de Corinthe et son activité (Rapport présenté au Conseil d'Administration de ce Comptoir), Athènes 1927.

TERZAKIS (Ch.). — Organisation coopérative agricole, Calamata, 1928.

TRAKAKIS (G.). — Les organisations coopératives en Grèce, Athènes 1925.

CORYZIS. — Le crédit agricole et la Banque Nationale, Athènes 1924.

d) Thèses

BIDAUD. — Des laiteries coopératives, Poitiers 1906.

BLANC. — Les sociétés coopératives agricoles, Montpellier 1912.

BRET. — Les caves coopératives de vinification, Montpellier, 1922.

CASTELNAU. — Des associations de vente du vin, Paris 1907.

COLL ESCLUSE. — Coopératives agricoles, Montpellier 1912.

KYRITSIS. — La législation grecque sur les coopératives, Paris 1927.

LUCAS. — Les coopératives agricoles, Bordeaux 1908.

MANDEVILLE. — Etude sur les sociétés coopératives de vinification du Midi, Toulouse 1914.

NAST (Altr.). — Le régime juridique des coopératives. Principes coopératifs, Paris 1919.

e) Revues

Bulletin et revue des Institutions économiques et sociales de l'I.L.A.

Annales de la Coopérative et de la Mutualité (surtout les articles Mylonas et Simonidis sur les coopératives agricoles grecques, années 1919 et 1923).

Revue d'Economie Politique (1907-1923-1930).

Le Coopérateur (en grec).

Statistique annuelle agricole de la Grèce.

f) Rapport sur le projet de la loi sur les coopératives, 1914

Rapport du député Boudouris à la Commission de la Chambre, relatif à l'activité du C.C.R.C.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
La crise agricole et le remède coopératif. — Crises agricoles. — Leurs causes. — Leurs effets. — Moyens employés pour y parer : changement des cultures, protectionisme. — Caractère de la crise en Grèce. — La Coopération comme remède à la crise.	
CHAPITRE I. — Difficultés et avantages des coopératives de transformation et de vente	12
<i>a)</i> Coopératives de transformation. — Avantages. <i>b)</i> Coopératives de vente, Difficultés de l'hostilité des intermédiaires. — Difficultés provenant de membres eux-mêmes. — Difficultés provenant des affaires. <i>c)</i> Avantages de renseignements et de transport. Extension des débouchés. <i>d)</i> Financement des coopératives. — Frais d'installation, avantages aux associés.	
CHAPITRE II. — La coopération agricole en Grèce	36
<i>a)</i> Aperçu sur l'économie rurale de la Grèce. 1) Configuration du sol. 2) Travaux d'amélioration. 3) Superficies cultivées et rendement.	

- b) Le mouvement coopératif en général.
- 1) Les coopératives du XVIII^e siècle.
- 2) La coopération au XIX^e siècle et jusqu'en 1915.
- 3) Les coopératives depuis 1915.
- 4) Aperçu sur quelques cultures.

CHAPITRE III. — Les Coopératives de production et de vente
en Grèce 61

- c) Les coopératives de production. — Exposé général. — Huileries coopératives. — Exemples d'huileries. — Coopératives de vinification. — Coopération de Leucas et de Crète. — Coopératives d'égrenage du coton.
- d) Les coopératives de vente. — Exposé général. — Coopératives de vente du raisin sec, le Comptoir Central du raisin de Corinthe, du tabac, des olives de table, du coton, etc...

CHAPITRE IV. — Le régime juridique des coopératives 95

Considérations générales. — Constitution de la Coopérative. — Capital social. — Membres. — Administrateurs. — Assemblée générale. — Modification des statuts. — Opération. — Réserves. — Bénéfices. — Mesures de protection des coopératives et des tiers. — Dissolution de la Coopérative.

CONCLUSION 120



Imp. du Montparnasse

47, rue de la Gaité, 47

-- PARIS XIV --



